

15 février 1999

# L'AFRIQUE SUB SAHARIENNE

Etude dirigée de géopolitique  
sous la direction de M Pascal Chaigneau

*Groupe B4 Session 1998/1999*

## Synthèse générale

L'Afrique est un théâtre où s'exerce depuis plus d'un siècle l'influence des nations et des idéologies. Tout d'abord, les anciennes puissances coloniales ont été et sont toujours présentes au nom des anciens liens qui les unissaient aux pays africains. Pendant la guerre froide, l'Afrique a été considérée comme un lieu d'affrontement entre l'Occident et le Communisme. Enfin, aujourd'hui, compte tenu du potentiel de développement que représente ce continent et des ressources qu'il détient, la plupart des nations cherchent à augmenter leurs influences sur ce continent.

L'Afrique devient alors une terre de conquête militaire, économique ou idéologique. Ces actions extérieures s'exercent dans un contexte de graves tensions intérieures dues à des luttes de pouvoirs et à la détresse économique que connaissent certaines régions. En 1998, l'Afrique est le continent qui a connu le plus de conflits et c'est celui qui a le plus de réfugiés.

Ce continent, objet de tant d'enjeux et soumis à tant de tensions sera étudié à partir des thèmes suivants :

- la politique française en Afrique ;
- l'évolution du continent noir, entre afro- pessimisme et afro optimisme ;
- les conflits ;
- les nouveaux acteurs.

## **1 LA POLITIQUE FRANÇAISE EN AFRIQUE**

La France est une puissance africaine, économiquement, politiquement, et militairement.

1. économiquement, la France est un acteur africain de premier plan.
  - 25% des exportations africaines sont à direction de la France ;
  - la moitié de l'aide française va à l'Afrique ;
  - le franc CFA est à parité fixe avec l'Euro ;
  - 13 000 filiales d'entreprises se situent au sud du Sahara ;
  - un tiers du nombre des investissements français sont réalisés sur le continent

noir.

2. politiquement, la France perdure dans la diplomatie au sommet. Des cellules africaines existent au plus haut niveau.
3. militairement, la France est un acteur africain hors norme . Elle a 8 accords de défense et 23 accords d'assistance militaire technique avec des Etats africains et des unités y sont prépositionnées.

La place de la France s'explique par des facteurs lourds (géographie, histoire) mais aussi par des raisons quantifiables (l'Afrique rapporte, elle est rentable) et des raisons non quantifiables (grâce à l'adhésion d'une quarantaines d'États africains partenaires traditionnels, la France peut disposer dans le concert international d'une minorité de blocage). De fait, l'Afrique est le dernier continent où nous occupons une place de leader.

### **1.1. L'adaptation de la politique africaine de la France.**

Il convient, tout d'abord de noter la contradiction suivante : aucune ancienne colonie de la France n'est une puissance dominante en terme de richesse, de démographie ou de géographie. Le décalage est même de plus en plus grand : les cinq premiers partenaires économiques ne sont pas d'anciennes colonies.

La France ne peut plus agir seule et elle doit coopérer avec les organisations internationales telles que le FMI et l'ONU. La politique étrangère sur ce continent doit donc être repensée.

Quatre fils directeurs guident la nouvelle politique : fidélité, ouverture, modernisation et partenariat.

1. *fidélité* : la France a des alliés traditionnels en Afrique, mais rien n'est acquis ; il faut donner des signes.

2. *ouverture* : il existe une volonté d'ouverture aux non francophones en Afrique.

3. *modernisation* : elle s'intègre dans une action globale et s'est traduite par la réforme du dispositif français de coopération avec une meilleure coordination au sommet (comité interministériel sous l'égide du premier ministre) et à la base (renforcement du rôle de coordination de l'ambassadeur).

4. *partenariat* : il consiste en la détermination d'une zone de solidarité prioritaire. Par exemple, une politique de co-développement avec le Maroc, le Mali et le Sénégal se met en place dans un premier temps. Il faudra aussi organiser les politiques de migration internationales (plutôt que de les interdire) afin de ne pas rejeter les peuples africains qui se tourneraient alors vers d'autres pays (USA, Canada, Chine, Japon).

### **1.2. Les préoccupations militaires**

La maîtrise des crises en Afrique repose sur un système d'AMT, de forces prépositionnées et de forces d'intervention.

Concernant les forces prépositionnées, leur mission visera plus la protection des ressortissants. Il y a une volonté d'éviter autant que possible l'intervention directe dans les conflits.

L'AMT continuera d'évoluer vers une diminution globale pour tendre à disparaître dans sa forme actuelle.

Afin de confier les règlements des conflits africains aux nations de ce continent, la France développe le principe RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix). Il s'agit d'impliquer les pays africains à travers une approche régionale. La France

intervient en ne fournissant qu'un soutien, les nations africaines fournissent la majorité des forces de maintien de la paix.

Les actions à mener sont des actions de formation, d'entraînement et de prépositionnement de matériels, ceci en parallèle avec le projet américain ACRI (initiative de réponse aux crises africaines). Ce projet américain se rapproche du concept français RECAMP.

## **2. L'EVOLUTION DU CONTINENT NOIR, ENTRE AFRO-PESSIMISME ET AFRO-OPTIMISME**

Le continent africain est incontestablement en crise, mais un certain nombre d'indicateurs indiquent de bonnes tendances qui présagent d'un avenir meilleur.

Force est de constater qu'aujourd'hui l'Afrique ne suscite plus l'intérêt international. La fin de l'URSS et de la bipolarité lui a fait perdre l'influence que pouvait lui procurer sur la scène internationale, une certaine forme de chantage diplomatique à l'égard des grandes puissances. De même, les voies maritimes commerciales au large du continent, dont on avait peut être exagéré

' Assistance militaire technique

l'importance et la vulnérabilité, sont ramenées à leur juste valeur. L'élaboration du 8°

Fond Européen de Développement a bien montré cette tendance : ce fond qui représente

60% de l'aide publique à l'Afrique a été réduit des deux tiers et a pourtant été préservé

uniquement en raison de l'insistance de la France.

La crise est d'abord économique. L'économie de l'Afrique Subsaharienne ne représente que 1% du produit mondial brut, c'est à dire qu'elle ne pèse pas plus que celle de la Belgique. Mais la crise est aussi politique car presque tous les pays sont porteurs d'un conflit.

Pourtant certaines choses vont bien en Afrique Subsaharienne. En effet, la situation générale plutôt morose ne rend pas compte de la grande diversité du continent. L'Afrique Occidentale et l'Afrique Australe connaissent des taux de croissance élevés (respectivement 6% et 4%) alors que, par exemple, l'Afrique Centrale stagne. De plus, les chiffres qui traduisent l'économie sont incertains et ne reflètent pas la réalité, car ils ne prennent pas en compte des phénomènes spécifiques tels que les économies informelles ou parallèles.

Sur le plan politique, la situation est porteuse d'espoir. Certes 50% des régimes sont des dictatures, mais il y a encore 6 ans, il y en avait 95%.

### **2.1. Les grandes tendances économiques**

#### **2.1.1. Données de base :**

Le PNB global est de 307 milliards de dollars, soit 1/5 de celui de la France. L'Afrique est le continent le plus pauvre de la planète en valeur absolue, mais aussi si l'on considère le revenu par habitant. Celui-ci est de 543 dollars pour une population de 545 millions d'habitants, alors que celui de la Chine est de 750 dollars. De plus, ce PNB est

réparti de façon très inégale. Les deux leaders sont l'Afrique du Sud avec 40% et le Nigeria avec 12%. A titre de comparaison, l'Europe possède un différentiel de développement allant de 1 à 3, alors que pour l'Afrique il est de 1 à 15.

Enfin, l'économie est handicapée par une dette bien supérieure aux possibilités de remboursement.

### **2.1.2. Les évolutions récentes :**

La croissance moyenne de l'économie fut de 3,8% en 1997 alors que celle de la population était de 2,8%. On distingue 4 raisons principales à ce redressement :

la demande des matières premières a augmenté, en particulier dans les pays occidentaux ; le cours mondial de ces matières premières s'est redressé ;

la gestion des affaires publiques dans les différents pays s'est améliorée soit de façon spontanée, soit sous l'effet des organismes internationaux. En particulier, on a assisté à une hausse de l'importance du secteur privé, porteur de croissance ;

Les taux de change ont évolué vers des valeurs plus réalistes

### **2.1.3. Aujourd'hui :**

Les prévisions de croissance pour 1999 sont entre 1,1% et 2%, mais toujours de façon inégale avec 0% pour l'Afrique du Sud ou le Zimbabwe. Les causes en sont :

la détérioration du cours des matières premières (pétrole, minerais, produits alimentaires) en raison de la contraction de la demande mondiale. En outre pour certains matériaux tels que le bois, la concurrence de l'Asie est très forte ;

Les conflits incessants entraînent la destruction de biens publics, et la fuite des capitaux étrangers.

Les investissements étrangers ne baissent pas vraiment mais deviennent plus sélectifs. L'aide publique mondiale stagne globalement mais se modifie quant à sa nature. Ainsi, une partie croissante revêt la forme d'allègement de la dette ce qui entraîne la baisse du financement des projets.

L'Afrique subit l'effet des crises généralisées dans le monde. De plus, elle est globalement passée à l'économie de marché, ce dont elle doit subir les conséquences sociales.

Les perspectives pour l'avenir sont les suivantes : d'une part, avec 2,8% de croissance démographique, l'Afrique est condamnée à avoir une croissance économique d'au moins 3%, sous peine de paupérisation. D'autre part ce continent verra cohabiter des zones à forte croissance et des zones très pauvres. Cela créera inévitablement des flux de populations avec tous les risques de conflits que cela entraîne.

## **2.2. Évolution politique**

On est en droit de se demander si l'on peut injecter la démocratie en Afrique. Est ce possible, est ce souhaitable, cela a-t-il seulement un sens ? la culture et la sociologie locale s'y prêtent-elles ?

Malgré toutes les restrictions envisageables ceci est le seul objectif raisonnable, préalable à tout développement durable sur le continent africain. L'instauration de régimes démocratiques est le seul facteur de progrès en Afrique car massacres et règlements de

compte à caractère ethniques s'opposent toujours à tout développement.

L'enjeu est très important, car à l'heure de la mondialisation, alors que tout s'accélère, si l'Afrique ne change pas, elle n'émergera pas.

Aujourd'hui on doit pourtant être optimiste, car on peut considérer qu'environ 1/3 des pays africains sont des démocraties même si certaines sont imparfaites et fragiles. Les principaux exemples en sont: le Sénégal, le Burkina Faso, le Bénin, le Nigéria.

### **3. LES CONFLITS AFRICAINS**

#### **3.1. Typologie des conflits**

Les 2/3 des situations conflictuelles mondiales (22 sur 34) sont situées en Afrique. C'est d'ailleurs la seule région du Monde où il subsiste actuellement des conflits interétatiques dont les deux principaux sont en Erythrée et dans la zone des grands lacs. L'Afrique est donc le Pôle de la conflictualité.

##### **3.1.1. Facteurs exogènes**

Pendant 30 ans, on a voulu expliquer les conflits africains par la responsabilité exclusive des anciens colonisateurs ce qui est faux, même s'ils ont une part importante de responsabilité. Aujourd'hui, il faut en outre reconnaître qu'avec la fin de l'antagonisme Est/Ouest on constate que les causes des conflits étaient beaucoup plus profondes qu'une simple opposition entre les deux blocs.

##### **3.1.2. Les séquelles de la guerre froide**

L'Angola n'était pas reconnu par les USA pendant la guerre froide. De 1975 à 1989, les USA ne reconnaissent pas en effet le pouvoir en place à Luanda. Aujourd'hui, 60% du pays (dont les zones diamantaires) est contrôlé par l'UNITA de Swavimbi, le président Dos Santos ne contrôlant que la capitale et la côte.

Le Mozambique est une sorte de colonie sud-africaine de fait avec une zone de résistance anti marxiste au nord du pays. Devenu inutile avec la fin de la guerre froide et donc lâché par les USA et l'Afrique du Sud, le mouvement de rébellion anticommuniste est resté en révolte mais n'est plus sous contrôle et met le pays à sac.

En 1977, il y a une permutation des alliances dans la corne de l'Afrique: l'Ethiopie devient pro-soviétique et la Somalie pro-américaine. Avec la chute de Mengistu, l'Ethiopie est ensuite devenue une zone de non droit.

##### **3.1.3. Les séquelles de la décolonisation**

Le partage arbitraire des frontières issues de la décolonisation aggrave les situations. Au Sahara occidental par exemple, la MINURSO est en échec; le référendum à venir aussi. Ce conflit était en fait un conflit entre les algériens et les marocains via Polisario interposé.

##### **3.1.4. La survivance d'États perturbateurs**

Certains conflits ne perdurent que par l'aide de pays perturbateurs dont les deux principaux sont : la Libye et le Soudan.

La Libye de Kadhafi est omniprésente en Afrique et le Soudan fait du prosélytisme islamiste dans toute l'Afrique au profit de l'Iran qui finance et soutient ce pays très pauvre.

### **3.1.5. Les facteurs complémentaires**

La politique africaine des USA a également été un dynamiseur des problèmes régionaux. Les intérêts américains en Somalie ont, par exemple, amené ce pays à commettre des ingérences pour maintenir le calme dans la zone riche du pays (au nord) au détriment du reste où perdure le chaos.

Les USA ont également financé et équipé l'armée ougandaise dont l'attitude pendant les massacres de 1994 n'est pas claire.

Le talon d'Achille des USA en Afrique est désormais le Soudan considéré comme Etat terroriste menaçant l'allié principal des américains: l'Egypte.

### **3.1.6. Les facteurs endogènes**

L'éthnisme est un facteur prépondérant dans les guerres civiles ou non.

Les contentieux territoriaux sont également la source de nombreux conflits (Ethiopie et Somalie, dépeçage du Zaïre, presque île de Bakassi...).

Le sécessionnisme est par ailleurs assez fréquent dans le continent africain (Casamance, Comores...).

Les crises politiques se transforment enfin assez souvent en conflits internes : en Centrafrique, par exemple, l'arrivée d'un président du Nord a fait sortir les militaires des casernes.

### **3.1.7. Les facteurs aggravants**

L'eau et sa maîtrise est un facteur aggravant. C'est en particulier une source de conflit entre le Soudan et l'Egypte.

La drogue et son trafic prennent par ailleurs de plus en plus d'importance : l'Afrique est devenue le premier producteur mondial de Cannabis. L'interpénétration drogue/conflit est désormais importante.

Les populations déplacées (1 réfugié sur 2 est africain contre 1 sur 5 il y a 10 ans) sont aussi un facteur très déstabilisant du continent.

La recherche de la mainmise sur les richesses minières explique également souvent l'origine des conflits du continent noir.

### **3.1.8. L'émergence d'une Afrique médiane**

Le Zaïre était un pôle stabilisateur de l'Afrique centrale sous la houlette de la Belgique puis de la France. La crise ruandaise et l'ingérence internationale ont fait tomber ce pôle de stabilisation. Par le jeu des alliances, la zone s'élargit et devient le lieu de rencontre de trois Afrique : l'Afrique minière (du Cap à Kinshasa), l'Afrique pétrolière (du golfe de Guinée), l'Afrique pastorale (de la Tanzanie à l'Erythrée).

L'Angola pourrait être un nouveau pôle mais il est largement occupé par sa reconstitution interne car il est en guerre civile depuis 25 ans et qu'il ne peut faire face à la fois à sa guerre interne et à ses alliances externes. L'Ouganda, pays agricole et enclavé, ne semble pas pouvoir devenir leader dans la région car il ne dispose pas d'une assez grande puissance économique. Le Rwanda n'a pas les moyens d'assurer le leadership local pour des raisons évidentes de taille.

Il y a par ailleurs des rebellions chez tous les pays qui pourraient prétendre aux fonctions de leader local.

## **3.2. Historique des conflits subsahariens depuis l'indépendance 3.2.1. Avant**

## **l'indépendance des pays lusophones (avant 1975)**

Au Tchad, des rivalités ethniques entre le Nord et le Sud compliquées par des appétits territoriaux libyens sont à l'origine de conflits incessants depuis l'indépendance.

Même si c'est un conflit ethnique à l'origine, la sécession biafraise (1967-1970) repose quant à elle essentiellement sur des considérations économiques car le Biafra possède la majorité des ressources pétrolières du Nigeria.

Dans le tumulte de la décolonisation une province zaïroise, le Katanga, a cherché à faire sécession en raison de ses richesses internes.

### **3.2.2. Entre 1975 et la chute du mur**

**(1989)** Cette période est très marquée par la rivalité est-ouest.

La corne de l'Afrique devient ainsi un bon exemple de la confrontation entre les deux puissances par pays africains interposés.

L'Afrique du Sud est impliquée dans tous les conflits de décolonisation des pays riverains, lusophones pour la plupart. Ce pays a ainsi soutenu toutes les rebellions anti-communistes de la sous-zone.

### **3.2.3. De 1989 à nos jours**

Le chaudron des Grands Lacs s'est réveillé et a fait tomber Mobutu. Le conflit frontalier entre l'Ethiopie et l'Erythrée resurgit et repose surtout sur l'accès à la mer de l'Ethiopie et sur une lutte religieuse entre musulmans et chrétiens/animistes.

Le conflit entre le Liberia et le Sierra Leone marque la fin de la suprématie des noirs nord-américains au Liberia. Il est marqué par l'intervention du Nigeria dans la zone par le biais de l'ECOMOG.

## **4. LES NOUVEAUX ACTEURS ET NOUVEAUX ENJEUX**

L'Afrique a cessé d'être un terrain d'affrontement entre l'Est et l'Ouest et de nouveaux acteurs sont apparus. Les Etats Unis, tout d'abord, sont intervenus en Afrique pour des raisons économiques et stratégiques. Le Japon et les pays asiatiques sont présents pour des raisons économiques et enfin, l'Iran mène des actions politiques sur ce continent.

### **4.1. Les États-Unis et l'Afrique 4.1.1.**

#### **Point de vue géopolitique**

L'intervention est tout d'abord nécessaire pour apporter un soutien au régime égyptien. L'Égypte est le plus grand pays arabe (25% des arabes y habitent) et ce pays a fait la paix avec l'Israël. Il est actuellement soumis à des tentatives de déstabilisation de mouvements islamistes qui sont soutenus par le Soudan. La survie de l'Égypte est aussi liée au bon écoulement du Nil qui constitue sa ressource en eau. Or, le Nil traverse le Soudan avant d'arriver en Égypte il est donc primordial pour les Etats-Unis, qui veulent soutenir le régime égyptien, de maîtriser les actions du Soudan.

La façade orientale de l'Afrique fait face au golfe. Il est donc important, pour les États-Unis de sécuriser cette zone afin d'éviter toute déstabilisation de cette région à partir de l'Afrique et éventuellement de disposer d'un point d'appui semblable à celui de la France à Djibouti.

#### **4.1.2. Point de vue économique**

L'Afrique est un territoire où les ressources naturelles à « conquérir » et à « découvrir » sont nombreuses.

Le golfe de Guinée possède de grands gisements d'hydrocarbures qui font l'objet de luttes farouches entre les grandes compagnies pétrolières (Françaises et Américaines principalement).

La région des Grands Lacs possède de grandes ressources minières qui sont à exploiter. Ces deux considérations poussent les Etats-Unis à s'intéresser à cette partie de l'Afrique.

#### **4.1.3. L'action des États-Unis**

Les États-Unis ont cherché à accroître leur influence sur l'axe Somalie - Région des Grands Lacs - Angola. Leur politique a souvent été mise en échec.

Ils ont soutenu l'Erythrée et l'Éthiopie : ces deux pays sont actuellement en guerre. Ils sont intervenus en Somalie en 1992 : l'opération a été un échec.

Ils ont soutenu l'Ouganda. Ils ont été impliqués dans les massacres hutus après 1994. Ils ont aidé Kabila à prendre le pouvoir dans la République Démocratique du Congo, celui-ci a dénoncé tous les contrats économiques qui avaient été signés avec les Etats-Unis pendant la conquête du Zaïre. De plus, l'Ouganda est aujourd'hui ouvertement contre le régime de Kabila.

Depuis la fin de la guerre du Golfe, les Etats Unis ont essayé d'accroître leur influence en Afrique. Après quelques succès initiaux, Ils se sont heurtés à des difficultés dues à l'apparition de conflits entre les Etats qu'ils ont soutenus. A ce jour, les Etats Unis ne sont pas devenus la puissance influente en Afrique, telle qu'ils pensaient pouvoir le devenir en 1994.

#### **4.2. Les acteurs asiatiques en Afrique**

L'éloignement géographique, comme celui des mentalités entre Asiatiques et Africains, s'est traduit par une faiblesse des relations entre les deux continents.

##### **4.2.1. Taiwan**

Ses autorités diplomatiques ont considéré l'Afrique comme un réservoir privilégié de voix à l'ONU dans son combat contre la Chine populaire. En effet, lors du scrutin décisif qui vit la RDC expulsée de l'ONU en 1971, le vote des Etats africains représentait 43% du soutien apporté à Formose. Mais en 1975, seuls neuf pays d'Afrique entretenaient encore des rapports diplomatiques avec Taiwan. Après son expulsion de l'ONU, la RDC développe des liens étroits avec un autre Etat paria, l'Afrique du Sud. Taiwan était donc en 1993 le second fournisseur asiatique de l'Afrique du Sud et son sixième partenaire commercial mondial.

Les principaux fournisseurs sont : le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Cameroun, le Sénégal, le Togo, la Tanzanie et le Mali;

Les principaux clients sont : le Nigeria, l'île Maurice, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Ghana.

#### **4.2.2. Corée du Sud**

En appliquant la doctrine « Hallstein », qui consistait à rompre tout lien diplomatique avec un Etat qui reconnaît la Corée du nord, la Corée du Sud a peu de relations avec l'Afrique car les Etats Africains ont des relations avec la Corée du Nord. L'abandon de cette doctrine en 1974 et l'arrivée d'un nouveau gouvernement en 1980 marquent un nouvel intérêt pour l'Afrique.

L'action de la Corée du sud est essentiellement économique.

Les principaux partenaires commerciaux de la Corée du Sud en Afrique subsaharienne sont le Liberia, le Nigéria et l'Afrique du Sud et seuls quatre grandes entreprises (Samsung, Deawoo, Hyundai, Lucky-Goldstar) sud-coréennes sont présentes sur le continent africain.

L'Afrique occupe donc pour l'instant une modeste place dans le rang des partenaires économiques sud-coréens. Mais depuis 1994, en suivant une régionalisation des marchés en Afrique, la Corée du Sud semble concentrer son effort autour de pays locomotives des différentes régions, tels que le Nigeria et la Côte d'Ivoire pour l'Afrique de l'Ouest, le Cameroun pour le Centre, le Kenya pour l'Est et enfin l'Afrique du Sud.

#### **4.2.3. Le Japon**

Depuis 1994, l'année où Tokyo a officiellement annoncé son intention d'intégrer le groupe des pays disposant d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, la politique africaine du Japon est soupçonnée d'être menée pour obtenir le soutien des pays africains à cette candidature.

La politique africaine du Japon repose essentiellement sur deux piliers : la politique de développement et la politique commerciale.

##### Politique de développement

Le montant total de l'aide bilatérale du Japon vers l'Afrique est passé de \$ 36,23 millions (5,2% de la totalité de l'APD bilatérale japonaise) en 1974, à \$ 210,83 millions (10,8%) en 1984, et à plus de \$ 1144 millions (29,2%) en 1994. Le Japon a accordé en 1997 près d' 1,5 milliard de dollars d'aide publique au développement (APD) en Afrique, se plaçant au rang des contributeurs avec une part de 30 % du montant total octroyé. Cette politique d'aide constitue l'axe majeur de la politique africaine du Japon.

L'aide japonaise à l'Afrique profite essentiellement aux pays anglophones (62% contre 27% aux États francophones et 11% aux autres).

Tokyo a défini cinq domaines prioritaires : les besoins humanitaires et alimentaires, les secteurs agricoles et pêche, les infrastructures de base, le soutien aux plans d'ajustement structurel et à la stabilité politique en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale et l'aide à l'éducation et à la santé.

##### Politique commerciale

Le Japon s'approvisionne en matières premières et en produits agricoles, notamment en Afrique du Sud, au Gabon et au Nigeria. Malgré une baisse des investissements du fait de la dépréciation du yen, le volume globale et cumulé des investissements s'élève à 7,7 milliards de dollars de 1951 à 1997.

Le principal pays partenaire est l'Afrique du Sud (achats de minerais et produits agricoles, vente d'automobiles et pneumatiques). Le Japon se situe au cinquième rang des investisseurs en 1997 dans ce pays avec 484 millions de dollars. Ses autres principaux

partenaires sont le Zimbabwe, le Gabon, le Nigeria, la Zambie, le Ghana et le Kenya.

Malgré la forte concurrence coréenne, le marché africain constitue un excellent débouché pour l'industrie automobile japonaise qui y a vendu plus de 130000 véhicules entre 1994 et 1996. En Côte d'Ivoire, il contrôle plus de 45% du marché.

Même si la politique d'APD et la politique commerciale du Japon connaissent actuellement un infléchissement en raison de la crise qui a frappé l'Asie, Tokyo multiplie les initiatives en faveur du continent africain.

### **4.3. L'Iran et l'Afrique**

L'intérêt de l'Iran pour l'Afrique vise à satisfaire trois objectifs : asseoir l'Iran dans le concert des nations et notamment dans le monde arabe, contrer l'Occident en Afrique et contourner par la même l'encerclement dans lequel l'Iran est contraint et assurer son développement économique.

#### **4.3.1. Asseoir l'Iran dans le concert des nations**

L'Iran essaie de rallier les pays musulmans à sa cause et la démarche est orientée vers les pays du Sahel qui n'ont pas d'ambassade à Téhéran. Les pays ciblés sont, la Gambie, le Mali, la Guinée Bissau, le Niger, le Nigeria et le Togo. Parmi les pays du Sahel, l'entreprise de charme ne semble avoir fonctionné qu'au Niger. Ce pays se sentant abandonné par la France et l'Europe (fermeture de l'université et arrêt de l'immigration) trouve dans une alliance avec l'Iran quelques compensations. L'exploitation de l'uranium nigérien par l'Iran pourrait être la contre partie de l'envoi d'étudiants nigériens en Iran.

Le Soudan fut pendant longtemps le relais de la propagande iranienne et vraisemblablement une base arrière du terrorisme iranien agissant en Afrique. Il constitue un allié de revers contre l'Egypte, l'Ethiopie et l'Erythrée et il dispose d'un débouché sur la mer Rouge rendant possible l'accès par voie portuaire aux forces iraniennes agissant sur le continent africain.

Cependant l'allié soudanais, commode pendant la période 79-95, peut paraître encombrant pour un Iran en quête de respectabilité internationale.

#### **4.3.2. Stratégie anti-occidentale**

La stratégie d'influence de l'Iran se concentre vers des puissances régionales qui contrôlent ou influencent de vastes zones et où de surcroît les Occidentaux sont implantés.

Ces pays sont l'Egypte, le Maroc, l'Ethiopie, le Nigeria, la République démocratique du Congo et l'Afrique du sud.

L'Iran présente l'avantage aux yeux des Africains de n'avoir jamais été colonisé, ni même été colonisateur, ni pratiqué la traite des esclaves contrairement aux Occidentaux ou aux Arabes.

Depuis la révolution islamique, l'Iran a prouvé sa résistance à l'influence occidentale, en maintenant son indépendance tout en développant une économie malgré les embargo dont elle a été l'objet.

Plus généralement, la réputation des Iraniens est bien meilleure en Afrique que celle des Arabes ou des Européens.

#### **4.3.3. Assurer son développement économique**

Par manque de moyens maritimes, de lignes aériennes à destination de l'Afrique,

de structures commerciales et bancaires, l'Iran commerce peu avec l'Afrique. L'Iran considère néanmoins que le continent peut représenter un débouché intéressant pour l'industrie iranienne qui produit à faible coût (de basse qualité) des vêtements, des jouets, des plastiques et du petit appareillage ménager.

Le choix iranien se porte préférentiellement sur les pays stables politiquement, possédant une classe moyenne, un marché, des produits à échanger et des possibilités d'investissement.

A ce titre sont identifiés :

à l'ouest, le Gabon, le Bénin, le Ghana,  
l'Ethiopie à l'est l'Ouganda  
au sud le Zimbabwe, la République sud africaine.

Les autorités iraniennes sont conscientes par ailleurs de l'effet repoussoir de l'idéologie islamique qui a pu représenter un frein commercial; ainsi peut s'expliquer la relative mise en retrait des combats idéologiques.

# Synthèse de la séance n°1 : « la politique française en Afrique »

*Intervenants* : Pascal CHAIGNEAU Conseiller Georges SERRE Colonel André RONDE

*ANNEXES : Exposés de stagiaires*

- Présentation des conclusions de la mission parlementaire sur le RWANDA (*CBA Vanden Neste*) - historique des interventions françaises en Afrique (*CRC 2 Artru*)

## **Introduction**

La France est une puissance africaine : économiquement, politiquement, et militairement.

Économiquement, la France est un acteur africain de premier plan.

25% des exportations africaines sont à direction de la France ;

la moitié de l'aide française va à l'Afrique ;

le franc CFA est à parité fixe avec l'Euro ;

13 000 filiales d'entreprises se situent au sud du Sahara ;

**UN** tiers du nombre des investissements français sont réalisés sur le continent noir.

Politiquement, la France perdure dans la diplomatie au sommet. Des cellules africaines existent au plus haut niveau.

Militairement, la France est un acteur africain hors norme :

8 accords de défense ;

23 accords d'assistance militaire technique ;

prépositionnement d'unités et de logistique.

La place de la France s'explique par des facteurs lourds (géographie, histoire) mais aussi à des raisons quantifiables (l'Afrique rapporte, elle est rentable) et des raisons non quantifiables (grâce à l'adhésion d'une quarantaines d'États africains partenaires traditionnels, la France peut disposer dans le concert international d'une minorité de blocage). De fait l'Afrique est le dernier continent où nous occupons une place de leader.

## **1. L'ADAPTATION DE LA POLITIQUE AFRICAINE DE LA FRANCE.**

Il convient, tout d'abord de noter la contradiction suivante : aucune ancienne colonie de la France n'est une puissance dominante en terme de richesse, de démographie ou de géographie. Le décalage est même de plus en plus grand : les cinq premiers partenaires économiques de la France en Afrique ne sont pas d'anciennes colonies.

D'autre part, la France ne peut plus agir seule et elle doit coopérer avec les organisations internationales telles que le FMI et l'ONU. La politique étrangère sur ce continent doit donc être repensée. On peut cependant affirmer qu'il n'y aura jamais de vide politique français en Afrique. Il y a, au contraire, un continuum (« théorie de l'arrière-cour »).

Quatre fils directeurs guident la nouvelle politique : fidélité, ouverture, modernisation et partenariat.

*fidélité* : la France a des alliés traditionnels en Afrique, mais rien n'est acquis ; il faut donner des signes.

*ouverture* : il existe une volonté d'ouverture aux non francophones en Afrique (avec un réceptif).

*modernisation* : elle s'intègre dans une action globale et s'est traduite par la réforme du dispositif français de coopération avec une meilleure coordination au sommet (comité interministériel sous l'égide du premier ministre), et à la base (renforcement du rôle de coordination de l'ambassadeur).

*partenariat* : il consiste en la détermination d'une zone de solidarité prioritaire. Par exemple, une politique de co-développement avec le Maroc, le Mali et le Sénégal se met en place dans un premier temps. Il faudra aussi organiser les politiques de migration internationales (plutôt que de les interdire) afin de ne pas rejeter les peuples africains qui se tourneraient alors vers d'autres pays (USA, Canada, Chine, Japon).

## **2. LES PRÉOCCUPATIONS MILITAIRES :**

Nous assistons actuellement à une évolution vers une plus grande diversification de nos accords de défense et de coopération.

La maîtrise des crises en Afrique repose sur un système d'AMT<sup>2</sup>, de forces prépositionnées et de forces d'intervention.

Concernant les forces prépositionnées, leur mission visera plus la \_ protection des ressortissants. Il y a une volonté d'éviter, si possible, l'intervention directe dans les conflits. -

L'AMT continuera d'évoluer vers une diminution globale pour tendre à disparaître dans sa forme actuelle.

Afin de confier les règlements des conflits africains aux nations de ce continent, la France développe le principe RECAMP (Renforcement des Capacités Africaines de Maintien de la Paix). Il s'agit d'impliquer les pays africains à travers une approche régionale. La France intervient en ne fournissant qu'un soutien. Les nations africaines fournissent la majorité des forces de maintien de la paix.

Les actions à mener sont des actions de formation, d'entraînement et de prépositionnement de matériels, ceci en parallèle avec le projet américain ACRI (initiative de réponse aux crises africaines). Ce projet américain se rapproche du concept français RECAMP.

Enfin, le rapport de la mission parlementaire sur l'intervention au Rwanda (rapport Quilès) demande un contrôle parlementaire des opérations extérieures, ce à quoi ne semble favorables ni le président de la république, ni le premier ministre, ni le ministre de la Défense.

<sup>2</sup> Assistance militaire technique

**INFORMATION PARLEMENTAIRE SUR LE RWANDA**  
**« MISSION QUILES »**

Voici les propositions du rapport de la mission Quilés. Elles préconisent:

**1. ACCROÎTRE LA TRANSPARENCE ET LA COHÉRENCE DE NOS MÉCANISMES DE GESTION DES CRISES INTERNATIONALES.**

En clair, la mission estime que les modes de coordination des actions diplomatiques et militaires au sommet comme sur le terrain doivent être précisés et formalisés.

Il convient de surcroît de définir de véritables priorités de caractère stratégique pour éviter la dispersion des moyens.

Il convient aussi de rendre notre appareil de renseignement stratégique capable d'adaptation à des crises brutales et d'assurer une coordination efficace entre les services (notamment la DRM et la DGSE).

Enfin la mise en place d'un système adapté d'association du parlement aux activités de renseignement serait de nature à favoriser l'élaboration de cette stratégie.

Elle propose donc l'élaboration par le gouvernement, en concertation avec les commissions permanentes de l'assemblée et du sénat, d'un projet de loi ajustant, à ces nouvelles données, l'ordonnance du 7 janvier 1959 portant organisation générale de la défense.

**2. AMÉLIORER LE CONTRÔLE DU PARLEMENT SUR LES OPÉRATIONS MILITAIRES CONDUITES EN DEHORS DU TERRITOIRE NATIONAL.**

Deux possibilités sont envisageables :

communication des accords de défense et de coopération militaire aux commissions compétentes satisfaisant à la fois aux exigences du parlement et de confidentialité voire de secret de certaines clauses.

instauration de procédure d'association du parlement aux opérations extérieures : auditions par les commissions parlementaires du ministre de la défense et du CEMA.

La mission propose d'autre part l'extension aux accords de défense du régime d'approbation parlementaire des conventions internationales.

**3. APPROFONDIR LA RÉFORME DE NOTRE COOPÉRATION AVEC LES PAYS AFRICAINS**

Pour cela, il faut :

une coordination interministérielle renforcée ;

une concentration sur une zone de solidarité prioritaire ;

une rationalisation de la coopération autour de deux grands pôles ; d'une part les affaires étrangères et la coopération au sein d'un seul ministère; d'autre part, l'économie les finances et l'industrie.

#### **4.CONTRIBUER EFFICACEMENT À LA SÉCURITÉ AFRICAINE.**

Cette contribution se ferait sous l'égide de la communauté internationale(ONU) ou d'organisation continentale (OUA) en essayant d'impliquer l'UE et l'UEO ( application du concept RECAMP).

#### **5.ÉTABLIR UNE JURIDICTION PÉNALE INTERNATIONALE.**

Cette juridiction siègerait en Afrique et serait présidée par un africain.

Dimanche 3 janvier, Monsieur RICHARD a répondu aux propositions de la mission QUILLES lors d'une interview donnée à une radio nationale. Hormis les réformes de la coopération et la mise en place du concept RECAMP qui ont déjà débuté ou qui sont terminés, le ministre a rappelé certains points :

les opérations extérieures sont une prérogative de l'exécutif; -

les parlementaires sont déjà associés ou plutôt peuvent être informés des opérations d'abord par les questions au gouvernement les mercredis après-midi, mais aussi par l'audition du ministre de la défense et du CEMA par les commissions parlementaires. Enfin, par la sanction du vote budgétaire une fois par an puisque, depuis peu, il existe une ligne budgétaire pour les opérations extérieures.

## ANNEXE 2

### HISTORIQUE DES INTERVENTIONS MILITAIRES FRANÇAISES EN

#### AFRIQUE

A partir de 1960, ces interventions ont remplacé les anciennes " expéditions", comme modes d'action militaire fr. à l'étranger.

BUT: prévenir, contenir ou résoudre des crises qui dépassent les moyens des Etats demandeurs. Maintien du « stau quo » (stabilité plutôt que l'aventure).

S'agissant de l'emploi de la force armée dans des Etats souverains, il doit y avoir consentement de ces derniers. (cf charte de l'ONU, principes de non-intervention et de non recours à la force).

Doivent être réalisées dans le cadre de l'exécution des traités, des accords de défense ou de coopération militaire, ou encore des missions de l'ONU.

Répondent à des situations de crise<sup>3</sup> et non de guerre.

La France souhaitait maintenir son rayonnement afin de contribuer à asseoir sa domination de l'Europe en construction. Idée gaullienne de la coopération (partir pour mieux rester). Cette présence "continuée" répondait à l'appel des jeunes Etats africains soucieux de sécurité et de développement. C'est une singularité française (contrairement à la GB). De plus, protection des intérêts économiques et culturels.

Mais, le contexte géopolitique et géostratégique a évolué profondément en 40 ans : guerre froide et poussée soviétique (stratégie indirecte), vague de démocratisation , montée du juridisme, rôle des médias, enfin crises inter-ethniques et restructurations militaires.

2 dates charnières : 1978 et 1990.

## 1 LES INTERVENTIONS JUSQU'EN 1978 : DEMONSTRATIONS ET GESTICULATIONS.

### ***1.1. Interventions de mise en place des jeunes Etats.***

1960-1964: CAMEROUN. Répression d'une guérilla sécessionniste pro-Nigeria.

1960-1968: MAURITANIE. Défense de l'existence du pays face aux convoitises

marocaines. 1962 : SENEGAL. Soutien au Pdt L. Senghor face à des

factieux.

1976-1977: DJIBOUTI. Opération SAPHIR. Déploiement d'un GAN (5000 h) pour protéger le jeune Etat.

### ***1.2. Soutien à un partenaire africain en proie à des troubles***

***internes.*** 1964 : GABON. Remise en selle du Pdt renversé L.

M'Ba.

1968-1972: TCHAD. Soutien du Pdt Tombalbaye.

Forme de violence retenue, d'affrontement inachevé en relations internationales.

## **1. Non-automatisation de l'intervention (abandon "pragmatique" de chefs**

### **d'Etat).**

1963: CONGO-BRAILAVILLE. Abandon de l'Abbé Youlou.

1966: R-C-A. Prise de pouvoir de Bokassa.

1972: MADAGASCAR. Abandon du Pdt Tsinarana (abandon lourd de conséquences...).

#### **1.4. Cas particulier**

1961: TUNISIE. Action de légitime défense pour dégager la base stratégique de Bizerte.

## **2. LES INTERVENTIONS POUR CONTRER LA POUSSEE SOVIETIQUE (1978-1989).**

### **2.1. Défense de l'intégrité territoriale du partenaire africain<sup>4</sup>.**

Il s'agit aussi de rassurer les autres alliés en leur prouvant la fermeté de la garantie française.

1977: ZAIRE. Opération VERVEINE (transport par transall de troupes marocaines au Shaba).

1978: ZAIRE. Opération BONITE-LEOPARD à Kolwezi. (sauvetage de 2700 Européens par le 2<sup>ème</sup> REP)<sup>5</sup>

1978: TCHAD. Opération TACAUD. (1200 h). Attitude mesurée vis-à-vis de Kadhafi ("adversaire-partenaire").

1978-1979: MAURITANIE. Opération LAMENTIN. (l'action des JAGUARS, soutenue par les ATLANTIC, sauve ce pays).

### **2.2. Faire échec aux stratégies de substitution (terrorisme et subversion). 1977-1978: ZAIRE (cf. supra).**

1979: R-C-A. Opération BARRACUDA. Déposition de Bokassa afin d'empêcher une infiltration libyenne.

1980: TUNISIE. Aide logistique au gouvernement dans la reconquête de Gafsa. (transport par transall et déploiement dissuasif du GAN).

1983-1985: TCHAD. Opération MANTA. (4000 h). Arrêt de l'agression

libyenne. 1986-1997: TCHAD. Opération EPERVIER. (dissuasion ,

bombardements d'Ouadi Doum). **2.3. Soutien à un partenaire africain à des troubles internes.**

1986: TOGO. Soutien au GL Eyadema.

1989: COMORES. Débarquement suite à l'assassinat du Pdt Abdallah.

<sup>a</sup> En application d'accords bilatéraux ou non (liens privilégiés).

<sup>5</sup> La presse d'opposition déclarera alors : "les Français ne doivent être en Afrique les Cubains des Américains."

#### **2.4. Soutien à un changement de régime.** 1974: NIGER.

1979: R-C-A. Opération BARRACUDA (cf supra).

### **3. DES INTERVENTIONS PLUS COMPLEXES ET CONTRAINTES DEPUIS 1990.**

Le nouveau contexte géostratégique et juridico-médiatique (cf. supra), le discours de la Baule, des frictions plus ou moins fondées avec les intérêts anglo-saxons. De moins en moins d'ingérence.

#### **3.1. Les interventions au profit du DIP et de l'humanitaire.**

1990: GABON. Evacuation de ressortissants français.

1991: BENIN. Soutien à la transition démocratique. (450 h à Cotonou).

1991: DJIBOUTI. Opération GODORIA. (désarmement de 40 000 soldats

éthiopiens). 1992-1993: SOMALIE. Opérations ORYX et ONUSOM II.

Interposition humanitaire. 1993: DJIBOUTI. Interposition entre Afars et Issas.

1994: RWANDA. Opération TURQUOISE. Interposition humanitaire.

1995: COMORES. Opération AZALEE. Rétablissement du chef d'Etat renversé.

1996-1997: R-C-A. Opérations ALMANDIN 1 et 2. Médiation entre les autorités et des mutins.

1997: ZAIRE puis CONGO-BRAILLAVILLE. Opérations PELICAN 1, 2 et 3. (évacuation de ressortissants français et étrangers).

1997: ILES HANISH. Médiation dans un conflit territorial entre l'Erythrée et le Yémen.

1998: R-C-A. Retrait fr. des bases de Bouar et de Bangui. Soutien logistique et fin de la MINURCA.

#### **3.2. Interventions de défense des "limes" de la francophonie (hors zone d'influence traditionnelle).**

1990-1994: RWANDA. Soutien quasi direct et controversé (cf rapport Quilès) du régime hutu, retrait à la veille du génocide des Tutsis. Opérations NOROIT, AMARYLLIS.

1997-1998: CONGO DEMOCRATIQUE. Neutralité dans les guerres civiles.

### **Conclusions**

1.Des interventions de plus en plus protéiformes et délicates sur les plans politique, juridique et militaire.

2.Conservent toujours un caractère retenu (145 + en 40 ans dont 130 + au Tchad).

3.Ont évité la « Somalisation » des pays protégés.

4.Peu de grosses opérations de vive-force (CAMEROUN, TCHAD et ZAIRE seulement). Mais, en raison de la prolifération des armements lourds, les risques augmentent et les "feux de brousse" risquent d'être plus difficiles à éteindre...

Coût raisonnable (sauf au Tchad), grâce aux forces prépositionnées (très coûteuses). mais

croissant. On passe de 0,5 GF annuel vers 1976 à 2 GF dans les années 80 et 1 GF depuis

1990.

Pour cette raison et pour des raisons plus politico-médiatiques (diplomatie des DDH) ou budgétaire, tendance inéluctable à la multilatérisation et à l'africanisation du maintien de la paix dans le continent (concept RECAMP), d'autant plus que la pérennité des forces prépositionnées est menacée.

## Synthèse de la séance n°2 :

### « L'évolution du continent noir, entre afro-pessimisme et afro-optimisme. »

*Intervenants* : Pascal CHAIGNEAU  
Ambassadeur Edouard THEYSSET  
Ambassadeur Pierre DABEZIES

*ANNEXE : Exposé de stagiaires*

- Le Nigéria : un colosse aux pieds d'argiles (*CDT Gailhouste*)

Le continent africain est incontestablement en crise, mais un certain nombre d'indicateurs sont au vert et indiquent de bonnes tendances qui présagent d'un avenir meilleur. Les aspects économiques et politiques ont été étudiés au cours de la séance.

Force est de constater qu'aujourd'hui l'Afrique ne suscite plus l'intérêt international. La fin de l'URSS et de la bipolarité lui a fait perdre l'influence que pouvait lui procurer sur la scène internationale, une certaine forme de chantage diplomatique à l'égard des grandes puissances, ainsi que la fourniture des matières premières qui se sont banalisées et peuvent être achetées auprès des pays de la CEI. Pour la même raison, les voies maritimes commerciales au large du continent, dont on avait peut être exagéré l'importance et la vulnérabilité, sont ramenées à leur juste valeur.

L'élaboration du 8<sup>e</sup> Fond Européen de Développement a bien montré cette tendance : ce fond qui représente 60% de l'aide publique à l'Afrique a été réduit des deux tiers et a pourtant été préservé uniquement en raison de l'insistance de la France.

La crise est d'abord économique. L'économie de l'Afrique Subsaharienne ne représente que 1% du produit mondial brut, c'est à dire qu'elle ne pèse pas plus que celle de la Belgique. Mais la crise est aussi politique car presque tous les pays sont porteurs d'un conflit.

Pourtant certaines choses vont bien en Afrique Subsaharienne. En effet la situation générale plutôt morose ne rend pas compte de la grande diversité du continent. L'Afrique Occidentale et l'Afrique Australe connaissent des taux de croissance élevés (respectivement 6% et 4%) alors que, par exemple, l'Afrique Centrale stagne. De plus, les chiffres qui traduisent l'économie sont incertains et ne rendent pas compte de la réalité, car ils ne prennent pas en compte des phénomènes spécifiques tels que les économies informelles ou parallèles.

Sur le plan politique, la situation est porteuse d'espoir. Certes 50% des régimes sont des dictatures, mais il y a encore 6 ans, il y en avait 95%....

Les points favorables laissent penser qu'il ne faut pas enterrer l'Afrique à l'aube de l'an 2000 de la même façon qu'on enterrait l'Asie dans les années 50, avant son décollage.

## **1. LES GRANDES TENDANCES ÉCONOMIQUES**

## **1.1. Données de base**

Le PNB global est de 307 milliards de dollars, soit 1/5 de celui de la France. L'Afrique est le continent le plus pauvre de la planète en valeur absolue, mais aussi si l'on considère le revenu par habitant. Celui-ci est de 543 dollars pour une population de 545 millions d'habitants, alors que celui de la Chine est de 750 dollars. De plus, ce PNB est réparti de façon très inégale. Les deux leaders sont l'Afrique du Sud avec 40% du PNB africain et le Nigeria avec 12%. A titre de comparaison,

l'Europe possède un différentiel de développement allant de 1 à 3, alors que pour l'Afrique

il est de 1 à 15

Enfin, l'économie est handicapée par une dette bien supérieure aux possibilités de remboursement.

## **1.2. Les évolutions récentes**

La croissance moyenne de l'économie fut de 3,8% en 1997 alors que celle de la population était de 2,8%. On distingue 4 raisons principales à ce redressement :

la demande des matières premières a augmenté, en particulier dans les pays occidentaux ; le cours mondial de ces matières premières s'est redressé ;

la gestion des affaires publiques dans les différents pays s'est améliorée soit de façon spontanée, soit sous l'effet des organismes internationaux. En particulier, on a assisté à une hausse de l'importance du secteur privé, porteur de croissance ;

Les taux de change ont évolué vers des valeurs plus

réalistes . **1.3. Aujourd'hui**

Le train de la reprise s'est arrêté sans avoir déraillé. Les prévisions de croissance pour 1999 sont entre 1,1% et 2%, mais toujours de façon inégale avec 0% pour l'Afrique du Sud ou le Zimbabwe. Les causes en sont :

la détérioration du cours des matières premières (pétrole, minerais, produits alimentaires) en raison de la contraction de la demande mondiale. En outre pour certains matériaux tels que le bois, la concurrence de l'Asie est très forte ;

Les conflits incessants entraînent la destruction de biens publics, et la fuite des capitaux étrangers.

Les investissements étrangers ne baissent pas vraiment mais deviennent plus sélectifs. L'aide publique mondiale stagne globalement mais se modifie quant à sa nature. Ainsi, une partie croissante revêt la forme d'allègement de la dette ce qui entraîne la baisse du financement des projets.

L'Afrique subit l'effet des crises généralisées dans le monde. De plus, elle est globalement passée à l'économie de marché, ce dont elle doit subir les conséquences sociales.

Les perspectives pour l'avenir sont les suivantes : d'une part, avec 2,8% de croissance démographique, l'Afrique est condamnée à avoir une croissance économique d'au moins 3%, sous peine de paupérisation. D'autre part ce continent verra cohabiter des zones à forte croissance et des zones très pauvres. Cela créera inévitablement des flux de

populations avec tous les risques de conflits que cela entraîne.

## **2. ÉVOLUTION POLITIQUE**

Préalablement, il importe de bien considérer que l'analyse politique sans analyse sociologique menée de façon simultanée est dérisoire (de même qu'il faut faire très attention à bien interpréter les statistiques dans leur contexte sociologique afin de ne pas leurs faire dire n'importe quoi ).

A partir de cette réflexion, on est en droit de se demander si l'on peut injecter la démocratie en Afrique. Est ce possible, est ce souhaitable, cela a-t-il seulement un sens ? la culture et la sociologie locale s'y prêtent-elles ?

Malgré toutes les restrictions envisageables, Mr l'ambassadeur DABEZIE pense profondément que c'est le seul objectif raisonnable, préalable à tout développement durable sur le continent africain. L'instauration de régimes démocratiques est le seul facteur de progrès en Afrique, car massacres et règlements de compte à caractère ethniques s'opposeront toujours à tout développement.

L'enjeu est très important, car à l'heure de la mondialisation, alors que tout s'accélère, si l'Afrique ne change pas, elle n'émergera pas.

Aujourd'hui on doit pourtant être optimiste, car on peut considérer qu'environ 1/3 des pays africains sont des démocraties même si certaines sont imparfaites et fragiles. Les principaux exemples en sont: le Sénégal, le Burkina Fasso, le Bénin, le Nigéria.

## **3. L'Afrique du Sud : la grande puissance économique**

### ***3.1. Un pays atypique...***

Avec un PNB de 120 milliards de dollars qui représente 40% de celui du continent, l'Afrique du Sud fait figure de géant économique. Cependant, ce PNB ne représente qu'un tiers de celui de la France. Ce pays est en fait un nain sur le plan international.

En dehors des grands centres urbains extrêmement développés, il y a la brousse.

Avec 41 millions d'habitants dont 32 millions de Noirs, le pays est en proie à de graves problèmes liés aux différentes ethnies. En particulier, les Zoulous (8 millions de personnes ) se considèrent comme une nation à part. Les Métis sont en général solidaires des Blancs.

Le pays a réussi sa transition démocratique avec la fin de l'Apartheid en 1992. Les trois grandes régions sont gouvernées par les trois grandes tribus dans un système presque fédéral.

### ***3.2. ...sur lequel pèsent des incertitudes.***

L'Afrique du Sud n'est pas la « locomotive de l'Afrique ». Ce pays a ses propres problèmes à gérer et en particulier ceux liés à l'immigration en provenance des pays voisins. Il doit faire face à une récession économique, ce qui n'est pas le cas de tous les autres. Enfin, les extrémistes ne sont pas morts et risquent toujours de resurgir (que se passera t'il après Mandela ?) et l'irrédentisme du Natal zoulou est un réel problème.

# ANNEXE

## LE NIGERIA, COLOSSE AUX PIEDS D'ARGILE

### 1. LE COLOSSE : EXISTENCE DE RÉELLES POTENTIALITÉS

#### 1.1. *Géographique :*

La superficie du pays est égale à 2 fois celle de la France. Il possède une façade maritime importante (800 km). Les terres arables couvrent 2/3 du pays environ

#### 1.2. *Démographique :*

120 M hab, jeunes : 45% de moins de 15 ans, seulement 3% de plus de 65ans, espérance de vie : 52 ans

#### 1.3. *Economique :*

Pays riche en matières premières : pétrole (12° prod mondial, réserves importantes) et gaz

Potentiel agricole considérable grâce aux terres arables : cacao, caoutchouc, arachides à l'export plus riz et manioc.

### 2. LES PIEDS D'ARGILE : PAYS HÉTÉROGÈNE, DIVISÉ ET APPAUVRI

#### 2.1. *Un pays partagé*

Ethnique : plus de 200 groupes ethniques sont présents au Nigéria. Les Haoussas et les Peuls au nord (40%), Yaoussa à l'ouest (20%), Ibo à l'est (10%). Les autres minorités forment 30% de la populations  
Religieux : musulmans au nord, chrétiens au sud (consécutif à

#### l'histoire) 2.2. *Une histoire très troublée*

État fédéral indépendant depuis 1960 pour tenir compte de la diversité mais luttes permanentes et sanglantes.

On passe de 3 États en 1954 à 4 (64), à 12 (67), à 19 (76), à 21 puis 30 en 91 sachant que les ressources fédérales sont ajustées selon démographie et influences ethniques. Nombreux coups d'état et tentatives de séparatisme (Biafra en 67-70)

Régime politique dictatorial depuis 93 (coup d'état Gal ABACHA)

7 conseils de transition, dissolutions des assemblées élues, annulation d'élection

Opposition brimée puis réprimée puis interdite, 8 pendaisons en 95.

Décès Abacha en 98 mais nouveau pouvoir confronté aux mêmes PB

#### 2.3. *Crises*

politique : Dérive et déliquescence des institutions et des structures, corruption généralisée.

le pays n'est plus gouverné ;  
directives FMI contraignantes ;  
- répressions importantes qui entraînent un boycott international et la suspension du Commonwealth (nov 95).

financière :

On assiste à l'arrêt des investissements étrangers. La bourse est en baisse (Lagos - 35% en 1 an) et la dette extérieure en augmentation (supérieure au PNB).

économique :

Les troubles et l'arrêt des investissements perturbe l'économie : la production de pétrole est insuffisante (- 30%). L'entretien des infrastructures (routes, ports...) n'est plus effectuée, la production industrielle est en baisse (- 70%), ainsi que la production agricole (55 à 3% du commerce extérieur).

Le pétrole représente 97% des exportations, l'agriculture 3%. Le pays importe des produits alimentaires et des produits manufacturés.

La chute des cours du pétrole a nécessité la mise en place d'une politique de rigueur et de restriction. Le pouvoir d'achat en chute libre

PNB : 54° rang mondial ; par hab : 152°

Nous assistons à une amplification de la volonté de séparatisme des ethnies au sud-est et à une fuite en avant du pays qui est entré en lutte avec le Cameroun depuis 94 pour la possession de la presqu'île de Bakassi.

# Synthèse de la séance n° 3 « les conflits africains »

*Intervenants* : Pascal CHAIGNEAU

Professeur TSIYEMBE de l'Université de Kinshasa et de Nancy, fondateur de l'institut panafricain de géopolitique. Rédacteur d'une dizaine de livres sur l'Afrique.

*ANNEXES : Exposés de stagiaires*

historique et typologie des conflits subsahariens depuis l'indépendance (*LCL Degez*)

Nouvelles zones et nouvelles formes de crises (Col Ba)

## **1. TYPOLOGIE DES CONFLITS**

Les 2/3 des situations conflictuelles mondiales (22 sur 34) sont situées en Afrique. C'est d'ailleurs la seule région du Monde où il subsiste actuellement des conflits interétatiques dont les deux principaux sont en Erythrée et dans la zone des grands lacs. L'Afrique est donc le Pôle de la conflictualité.

### ***1.1. Facteurs exogènes***

Pendant 30 ans, on a voulu expliquer les conflits africains par la responsabilité exclusive des anciens colonisateurs ce qui est faux même s'ils ont une part importante de responsabilité. Aujourd'hui, il faut en outre reconnaître qu'avec la fin de l'antagonisme Est/Ouest on constate que les causes des conflits étaient beaucoup plus profondes qu'une simple opposition entre les deux blocs.

#### **1.1.1. Les séquelles de la guerre froide**

L'Angola n'était pas reconnu par les USA pendant la guerre froide. De 1975 à 1989, les USA ne reconnaissent pas en effet le pouvoir en place à Luanda. Aujourd'hui, 60% du pays (dont les zones diamantaires) est contrôlé par l'UNITA de Swavimbi, le président Dos Santos ne contrôlant que la capitale et la côte.

Le Mozambique est une sorte de colonie sud-africaine de fait avec une zone de résistance anti marxiste au nord du pays. Devenu inutile avec la fin de la guerre froide et donc lâché par les USA et l'Afrique du Sud, le mouvement de rébellion anticommuniste est resté en révolte mais n'est plus sous contrôle et met le pays à sac.

En 1977, il y a une permutation des alliances dans la corne de l'Afrique : l'Ethiopie devient pro-soviétique et la Somalie pro-américaine. Avec la chute de Mengistu, l'Ethiopie est ensuite devenue une zone de non droit.

#### **1.1.2. Les séquelles de la décolonisation**

Le partage arbitraire des frontières issues de la décolonisation aggrave les situations. Au Sahara occidental par exemple, la MINURSO est en échec ; le référendum à venir aussi. Ce conflit était en fait un conflit entre les algériens et les marocains via Polisario interposé.

#### **1.1.3. La survivance d'états perturbateurs**

Certains conflits ne perdurent que par l'aide de pays perturbateurs dont les deux principaux sont :

la Libye de Kadhafi qui est omniprésente en Afrique ;

le Soudan qui fait du prosélytisme islamiste dans toute l'Afrique au profit de l'Iran qui finance et soutien ce pays très pauvre.

#### **1.1.4. Les facteurs complémentaires**

La politique africaine des USA a également été un dynamiseur des problèmes régionaux. Les intérêts américains en Somalie ont, par exemple, amené ce pays à commettre des ingérences pour maintenir le calme dans la zone riche du pays (au nord) au détriment du reste où perdure le chaos.

Les USA ont également financé et équipé l'armée ougandaise dont l'attitude pendant les massacres de 1994 n'est pas claire.

Le talon d'Achille des USA en Afrique est désormais le Soudan considéré comme état terroriste menaçant l'allié principal des américains : l'Égypte.

#### **1.2. Facteurs endogènes**

L'éthnisme est un facteur prépondérant dans les guerres civiles ou non.

Les contentieux territoriaux sont également la source de nombreux conflits (Ethiopie et Somalie, dépeçage du Zaïre, presqu'île de Bakassi...).

Le sécessionnisme est par ailleurs assez fréquent dans le continent africain (Casamance, Comores...).

Les crises politiques se transforment enfin assez souvent en conflits internes : en Centrafrique par exemple, l'arrivée d'un président du Nord a fait sortir les militaires des casernes.

#### **1.3. Facteurs aggravants**

L'eau et sa maîtrise est un facteur aggravant. C'est en particulier une source de conflit entre le Soudan et l'Égypte.

La drogue et son trafic prennent par ailleurs de plus en plus d'importance: l'Afrique est devenue le premier producteur mondial de Cannabis. L'interpénétration drogue/conflit est désormais importante.

Les populations déplacées (1 réfugié sur 2 est africain contre 1 sur 5 il y a 10 ans) est aussi un facteur très déstabilisant du continent.

La recherche de la mainmise sur les richesses minières expliquent également souvent l'origine des conflits du continent noir.

Tous les éléments exposés ci-dessus sont par ailleurs très interpénétrés et il est très difficile de déterminer, pour une situation précise, quel est le facteur déterminant.

## **2. PROBLEMES DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

Le facteur déclencheur est la mort du président rwandais.

### **2.1. Le droit d'ingérence et la violation du droit international**

L'assassinat du président marque le début du droit d'ingérence dans les affaires intérieures des pays africains par d'autres états de la région. Rwanda, Ouganda, Zimbabwe et Angola sont en particulier intervenus pour demander le départ du président Mobutu. Ce droit d'ingérence est devenu un alibi pour ces pays dont le but est de favoriser leurs propres revendications et leurs intérêts.

Cette ingérence a eu plusieurs conséquences :

l'éviction de Mobutu ;

- la perte de certaines compétences souveraines pour plusieurs pays de la région (la justice concernant les crimes commis pendant le génocide de 1994 est, par exemple, rendue par un tribunal international selon des normes occidentales et non par le gouvernement rwandais; ce qui nuit à la réconciliation des différentes parties ; l'ONU ou d'autres organisations internationales maintiennent par ailleurs l'ordre à la place des gouvernements dont c'est normalement le rôle)

la naissance de « principautés ». Kabila a été « fabriqué » et mis au pouvoir par les USA, mais ce pouvoir a été rapidement contesté par les alliés des congolais eux-mêmes.

Toutefois, pour la première fois, la tutelle est assurée par des pays africains et non par les anciennes puissances coloniales même si les USA sont très présents.

Mais pour la première fois également depuis la signature de la convention de Genève, les réfugiés sont laissés à leur destin et abandonnés par les Etats et les organisations internationales gouvernementales ou non.

## **2.2. L'émergence d'une Afrique médiane**

Le Zaïre était un pôle stabilisateur de l'Afrique centrale sous la houlette de la Belgique puis de la France. La crise rwandaise et l'ingérence internationale ont fait tomber ce pôle de stabilisation. Or le Kenya, qui avait le même rôle à l'Est de l'Afrique, était déjà tombé.

Des alliances transversales de pays apparaissent donc sur les restes de ces deux piliers. Par le jeu des alliances, la zone s'élargit et devient le lieu de rencontre de trois africains: l'Afrique minière (du Cap à Kinshasa), l'Afrique pétrolière (du golfe de Guinée), l'Afrique pastorale (de la Tanzanie à l'Erythrée).

Comment ces nouveaux acteurs s'organisent-ils et quels sont les rapports de force ? ont-ils en particulier les moyens d'instaurer la paix? Ont-ils également la légitimité pour s'imposer sachant que ce sont généralement des dictatures et que les dirigeants sont pour la plupart d'anciens guérilleros? Par ailleurs la plupart des pouvoirs sont souvent à la merci de milices qui ont permis aux nouveaux dirigeants d'accéder au pouvoir.

L'Angola pourrait être un nouveau pôle mais il est largement occupé par sa reconstitution interne car il est en guerre civile depuis 25 ans et qu'il ne peut faire face à la fois à sa guerre interne et à ses alliances externes.

L'Ouganda, pays agricole et enclavé, ne semble pas pouvoir devenir leader dans la région car il ne dispose pas d'une assez grande puissance économique.

Le Rwanda n'a pas les moyens d'assurer le leadership local pour des raisons évidentes de taille.

Il y a par ailleurs des rebellions chez tous les pays qui pourraient prétendre aux fonctions de leader local.

## **2.3. Les enjeux et les défis des nouveaux acteurs**

Par cette guerre, un pays sort de son isolement : le Soudan, qui était bloqué par la stratégie d'encerclement américaine, se trouve désenclavé et a envoyé un corps expéditionnaire au Congo pour aider le président Kabila. Le cordon sanitaire établi par

les USA autour de ce pays vient donc de sauter à cause des événements congolais.

Tous les pays semblent désormais d'accord pour essayer de négocier un cessez le feu. Est-ce la fin du conflit pour autant ? Nul ne le sait.

## HISTORIQUE ET TYPOLOGIE DES CONFLITS DEPUIS L'INDÉPENDANCE

### Définitions :

1- « l'indépendance » des États d'Afrique subsaharienne a été obtenue essentiellement dans les années 1960- 1965

*Avant 1960 :* Éthiopie, Soudan, Ghana, Liberia, Guinée, Afrique du sud

*1960:* (Mauritanie, Mali, Sénégal, Burkina, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Niger, Nigeria, Cameroun, Tchad, Nigeria, République centre africaine, Gabon, Zaïre, Congo, somalie, Madagascar)

*1961-1965:* Gambie, Sierra Leone, Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Malawi, Zambie et Zimbabwe (Rhodésie en 1965)

Il reste les colonies portugaises en 1974 - 1975 : Cap vert, Guinée Bissau, Mozambique, Angola, mais on considérera la période 1965 à nos jours.

2- les conflits dont il sera question comprendront les conflits entre États mais aussi les conflits internes chaque fois qu'ils auront entraîné l'action d'autres pays dans un cadre international (ONU, OUA), pour des raisons humanitaires ou pour des questions de stabilité régionale.

## 1. DEUX MOMENTS CHARNIÈRES : LA DÉCOLONISATION PORTUGAISE (1974 - 1975) ET L'ÈRE GORBATCHEV

### ***1.1. Les conflits nés avant la décolonisation portugaise***

Le Tchad : rivalités ethnique entre Nord et Sud sur fond d'appétit territoriaux Lybiens (annexion de la bande d'Aouzou en 1973). Multiples interventions françaises pour repousser les Lybiens et pour ramener le calme.

La sécession biafraise : (1967- 1970) rivalités entre les trois groupes ethniques principaux . Sécession des IBOS chrétiens du sud, installés dans la zone pétrolifère, richesse principale de la fédération. Conflits sanglant (1 million de morts) avec grandes famines, réfugiés en grand nombre puis intervention de l'ONU.

La sécession katangaise : (1960-1963) dans le tumulte de la décolonisation, troubles ethniques et intervention des troupes des anciens colons belges pour ramener le calme. Émoi africain puis intervention militaire directe de l'ONU pour éviter la guerre civile

### ***1.2. De la décolonisation portugaise à la chute du mur de Berlin***

La corne de l'Afrique (1977) : mouvement irrédentiste des clans nomades somalis répartis de part et d'autre de frontières qui n'avait jamais été clairement précisées. Rébellion en Ogaden (Éthiopie) et réaction éthiopienne appuyée par soviétiques et cubains. Hostilités sporadiques jusqu'en 1988 avec soutien d'un mouvement séparatiste au Nord. éclatement en conflit clanique

Les conflits du shaba : 1975-1978 résurgence sécessionnistes des « gendarmes katangais » soutenus par les pays de l'Est et l'Angola tandis que les USA soutiennent, via le Zaïre, L'UNITA et

le front de libération du Cabinda. Intervention militaire de la France et de la Belgique puis des pays africains (Maroc, Sénégal...) pour arriver à un règlement du conflit entre Zaïre et Angola (première initiative africaine dans la gestion des crises)

L'Afrique du sud et les conflits de l'Afrique australe : 1975-1988 implication directe ou indirecte dans tous les conflits de décolonisation dans les pays riverains (Rhodésie-Zimbabwe, Mozambique, Namibie, etc...); dans le cadre d'une lutte mondiale contre le marxisme d'une part et dans le cadre de la lutte contre l'ANC et du façonnement de l'environnement stratégique de l'Afrique australe autour de l'Afrique du sud post-apartheid, d'autre part.

### ***1.3. Depuis la chute du mur***

Le chaudron des grands lacs : les rivalités tutsie-hutus et la lutte pour le pouvoir outre le génocide des populations tutsies entraînent la déstabilisation et la chute de Mobutu (Kabila soutenu par le FPR et par l'Angola). Kabila ne réglant pas le problème hutus, avec les démons centrifuges du Zaïre renaissant, le conflit devient « régional » Rwanda-ouganda contre Zaïre-Angola (et quelques mercenaires cubains)

Les conflits de frontières : l'Érythrée qui a obtenu son indépendance dans sa lutte conjointe avec les nouveaux maîtres de l'Éthiopie contre l'ancien régime éthiopien, est en lutte avec ces derniers sur un obscur conflit de frontière mais qui tient plus de rivalité culturelle et surtout du regret pour l'Éthiopie d'avoir perdu son unique accès vers la mer.

Les conflits au Liberia Sierra Leone : la fin du monopole du pouvoir pour les américanoafricains et les déchirements ethniques. Le Liberia étend son influence régionale et domine l'économie.

## **2. TYPOLOGIE DES CONFLITS**

### ***2.1. Des rivalités tribales ou ethniques***

Les restes des anciennes histoires impériales : dominant - dominé L'esclavage avec ceux qui razzient ceux qui sont raziés

(NB : le protectorat des colonisateurs était d'autant mieux accepté qu'il permettait aux dominés d'être protégés voire de prendre leur revanche)

### ***2.2. Des problèmes de frontières***

La contradiction récurrente entre nation - Etat et Etat - nation

Les difficultés du fédéralisme avec des minorités importantes de part et d'autre des frontières (hutu, katangais, cabinda, somalis) et le soutien des fronts séparatistes

Des problèmes géopolitiques classiques : accès à la mer, ressources

### ***2.3. Des conflits de décolonisation***

Instrumentalisation par les africains du conflit Est - Ouest (aussitôt la chute du mur tous les pays qui s'étaient appuyés sur le marxisme pour avoir le soutien du « grand frère » soviétique abandonne le modèle sans remord.

### ***2.4. Des conflits « régionaux »***

L'affirmation d'un leadership régional, Angola en Afrique centrale, Afrique du sud en Afrique australe

# 1. LES NOUVELLES ZONES ET NOUVELLES FORMES DE CRISES EN AFRIQUE

### **1.1. Les nouvelles zones de crises.**

La crise est une rupture d'équilibre au sein d'une nation ou entre plusieurs nations créant des tensions susceptibles de déboucher sur des troubles graves ou un conflit. Elle peut éclater partout où se trouvent réunies des conditions sociales et économiques que les Etats ne sont plus en mesure de maîtriser.

Un rapide tour d'horizon nous révèle que sur 34 conflits dans le monde 22 sont localisés en Afrique. d'Ouest en Est, du Nord au Sud aucune région n'est épargnée. A priori il n'y a pas de nouvelles zones mais depuis trois ans l'Afrique Centrale se distingue par la multiplication des crises, leur complexité et leur persistance.

Ainsi ce qui est appelé le maëlstrom de l'Afrique centrale décrit la situation chaotiques de cette région:

L'Angola avec la reprise de la guerre civile

Le Congo Brazza avec la résurgence des milices.

La république Démocratique du Congo minée par une guerre très atypique. 7 pays s'affrontent pour ce qui pourrait être une partition de ce vaste pays.

L'Ouganda avec des rebellions récurrentes.

Le Rwanda et le Burundi qui gardent les stigmates du génocide de 1994.

La guerre ouverte entre l'Éthiopie et l'Erythrée.

Le Soudan avec sa guerre civile au Sud...

Ailleurs on peut citer les crises en Afrique de l'Ouest, les crises en Afrique Orientale et Méridionale.. Bref aucune zone n'est épargnée.

### **1.2. Les nouvelles formes de crises**

Pendant la guerre froide, les rivalités des deux grands s'exprimaient en partie par conflits périphériques interposés, les guerres de décolonisation leur ayant d'abord offert un terrain d'affrontement privilégié. Les conflits inter-étatiques y avaient leur part, chacun des grands choisissant et soutenant son champion. Mais progressivement l'achèvement de la décolonisation et l'insuccès des guerres entre Etats, longues et ruineuses, indécises et soumises de plus en plus aux pressions de la communauté internationale, amenèrent le transfert des conflits au sein même des nations. Ce sont les guerres dites internes qui entretiennent aujourd'hui le désordre en Afrique. Ces crises s'inscrivent dans le cadre de l'absence d'ordre mondial établi ou d'ordre tout court car ces Etats sont minés de l'intérieur par des contre - pouvoirs qui ont pour noms médias, démocratie, économie, religion. Parce qu'elles se développent au coeur des sociétés et qu'elles ont les populations pour otage et pour enjeu, elles sont dites civiles. Ce sont des crises qui échappent au contrôle des Etats.

En Afrique il y a une prolifération des crises elles sont d'ordre politique, ethnique, économique ou religieux. Elles traduisent les phénomènes de déstructuration ou de constitution de l'Etat-Nation. La description de ces formes de crises ayant été faite dans l'exposé précédent je me

contenterai de vous fournir une caractéristique essentielle mais pertinente de ces crises. En effet par rapport aux crises antérieures découlant de la rivalité Est-Ouest on peut dire que les crises actuelles sont originales par le fait qu'elles naissent de la volonté propre de

certaines chefs d'État africains soit dans le cadre d'une recherche de leadership régional soit pour des raisons économiques ou au non du Droit. Ce sont des engagements spontanés que certains qualifieraient de suicidaires car les conséquences à court ou moyen terme ne sont pas calculées.

C'est le cas dans les crises suivantes:

Guinée-Bissau: intervention du Sénégal et de la République de Guinée

Sierra-Leone: Ecomog conduite par le Nigeria

La RDC où se battent 7 pays

## **2. La crise casamançaise.**

### **2.1. Le contexte géographique**

La région naturelle de Casamance se trouve dans la partie méridionale du Sénégal. Elle est isolée du reste du territoire par la République de Gambie qui la borde au Nord alors que la République de Guinée Bissau constitue sa frontière Sud. Il s'agit d'une région couverte de forêts. Elle est traversée d'est en ouest par le fleuve Casamance coupé lui même par de nombreux *bolongs*. Elle est habitée par de nombreuses ethnies dont les principales sont les diolas (40%) les mandingues (20%) les peuls(18%), les oulofs, les balantes

### **2.2. Le conflit: Origine et évolution.**

Les germes de la crise apparaissent au début des années 80. La région enclavée jusqu'à cette époque a connu de grands travaux de voiries avec la construction de routes et de ponts qui ont permis d'atteindre des endroits à cette date inexploités car inaccessibles. Par exemple le pont Emile Badiane et celui de Niabalan permirent de rallier Oussouye la capitale départementale du Casa, distante de Ziguinchor de 40 kms en 50mm là où les usagers mettaient 4heures. Par cette action l'État apporta une certaine modernité à ces populations qui jusqu'alors vivaient de façon très primaire c'est-à-dire essentiellement de cueillette, de chasse et de pêche. Elles ne connaissaient pas l'économie de rente ni celle de marché. Considéré comme étant le grenier du Sénégal à cause des potentialités énormes de cette région tant au point de vue des ressources naturelles que des possibilités offertes grâce à la pluie dans un pays sahélien, cette région a attiré des migrants venus du Nord avec des cultures et une religion différentes.

La sécheresse qui a frappé les pays du Sahel dans les années 70 n'avait pas épargné le Sénégal et sa région Sud. Dans certaines villes les parcelles de rizières qui avaient été abandonnées ont été distribuées à ces migrants qui étaient surtout des hommes d'affaires venus selon les gens du Sud pour les coloniser économiquement aidés en cela par l'administration locale dont les membres étaient également issus du Nord. Dans le même temps une autre frustration liée à la religion commençait à naître dans la mesure où l'islam trouvait un terreau fertile dans cette partie de la Casamance qui était jusqu'alors le domaine de l'animisme et de la religion catholique.

On peut donc dire que les origines de la crise sont ethnique, économique, culturelle, sociale, et religieuse.

Un jour de l'année 1982 une manifestation des habitants de certains quartiers périphériques de Ziguinchor qui selon les diolas avait pour but de réclamer plus de justice sociale dégénéra en émeutes. Les manifestants qui en cours d'action cherchèrent à descendre le drapeau de la gouvernance furent sévèrement réprimés. Il y eut des morts et des blessés aussi bien du côté des manifestants que des forces de l'ordre. De nombreuses personnes furent arrêtées ; Ce qui réussirent à

fuir partirent se réfugier en forêt. Ils constituèrent le noyau de la branche armée de la rébellion casamançaise qui passa d'une simple revendication sociale en irrédentisme simplement parce que le drapeau national symbole de la souveraineté de l'État a été descendu par des gens frustes qui au départ ne savaient sûrement pas ce qu'ils faisaient. Par la suite le mouvement a été récupéré par certains qui lui ont donné l'appellation de Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC), en souvenir d'un mouvement qui réunissait des politiciens et des économistes de la Région au début de l'indépendance du pays.

En dépit des tentatives du gouvernement pour ramener la paix dans la région, ce mouvement de revendication n'a pas désarmé mais est devenu une rébellion dont les contours irrédentistes sont très réels. Elle est devenue cette rébellion à cause de nombreux facteurs aggravants:

Le milieu physique :zone de forêts assez impénétrable, qui s'appuie sur deux frontières très perméables dont la Casamance est un continuum naturel.

Ces pays qui encadrent géographiquement la région casamançaise donnent aux irrédentistes une impression d'invulnérabilité en sanctuarisant toute cette zone.

Le rôle politique joué par le Sénégal en Afrique de l'Ouest est sans commune mesure avec ses potentialités économiques, c'est pourquoi il a été source d'irritation pour certains dirigeants de pays extérieurs. Le Sénégal a aussi tiré profit de la position géostratégique du pays ainsi que de la démocratisation de son système politique. Dans la sous-région sa politique extérieure qualifiée d'hégémonique ou de donneur de leçons a exacerbé l'ire de ses voisins. Ainsi après la crise Mauritano-Sénégalaise de 1989 suivie quelques mois plus-tard de l'éclatement de la Confédération Sénagambienne et en raison de la montée en puissance de la violence en Casamance, le gouvernement de Dakar a eu l'impression d'être en face d'une coalition antisénégalaise dite des 3B(Banjul-Bignona-Bissau). Tout ceci constitue sans conteste des facteurs dont les manifestations se sont fait sentir notamment pour ce qui concerne les filières d'approvisionnements en armes de la rébellion casamançaise ainsi que les flux logistiques qui ont permis à la rébellion de perdurer.

La division du MFDC depuis 1991 après les Accords de Cachau empêche le gouvernement de Dakar d'avoir un interlocuteur unique avec qui négocier. Chaque branche soupçonnant l'autre de collusion.

La gestion politique du dossier casamançais ne semble pas linéaire. Plusieurs personnalités et hommes de ressource ont eu successivement à s'en occuper.

### ***2.3. Situation actuelle et perspectives.***

La crise casamançaise est une réalité que l'État sénégalais ne peut pas occulter. Elle se manifeste quotidiennement par des morts, des blessés des déplacements de personnes, des exactions et des tentatives de règlements. Aujourd'hui en raison de la forte pression exercée sur les rebelles au Sud-Ouest de la région, les combats se sont déplacés vers le Sud-Est dans le Sedhiou et le Fouladou.

Les forces Sénégalaises sont intervenues depuis le mois de Juin 1998 en Guinée Bissau pour permettre au Gouvernement légitime de ce pays de contenir une mutinerie dirigée par l'ancien chef d'état-major accusé de collusion avec le MFDC( vente d'armes)

Cette accusation à priori n'était pas fortuite car dès le début de l'intervention sénégalaise, les rebelles du MFDC ont rejoint les mutins pour combattre à leurs côtés.

Après cinq mois de durs combats un cessez le feu a été obtenu en Guinée Bissau. Les termes de l'accord du cessez le feu prévoyaient la mise en place d'une force d'interposition dont une partie déployée sur la frontière sénégal-bissau guinéenne.

Les perspectives pour un règlement pacifique de cette crise casamançaise sont réelles. Le règlement de la crise Bissau Guinéenne aura un effet positif sur la crise casamançaise. Comme il a eu à le faire déjà dans le passé, le président sénégalais lors d'une récente visite à Ziguichor a tendu la main à la rébellion. Ce geste a été très favorablement accueilli par l'opinion sénégalaise qui a surtout apprécié la rencontre avec le chef charismatique du MFDC, l'abbé Augustin Diamacoune Senghor. Il faut seulement espérer pour cette fois que les Cassandre auront tort.

## Synthèse de la séance N° 4

### « les nouveaux acteurs et nouveaux enjeux »

*Intervenants* : Pascal CHAIGNEAU

Jacky NAU Consultant ancien directeur de ELF SANOFI -  
AFRIQUE Edouard MAKOTO Directeur au sein de l'UNESCO

*ANNEXES : Exposés de stagiaires*

les Etats Unis et l'Afrique (*CBA Fouillard*)

les acteurs asiatiques (*Major Mossman*)

l'Iran et l'Afrique (*CDT Rives*)

l'Islam noir (*COL Ba*)

La recomposition du monde et des relations internationales suite à la fin de la guerre froide a touché aussi l'Afrique. Elle a cessé d'être un terrain d'affrontement entre l'Est et l'Ouest et de nouveaux acteurs sont apparus. Les Etats-Unis, tout d'abord, sont intervenus en Afrique pour des raisons économiques et stratégiques. Le Japon et les pays asiatiques sont présents pour des raisons économiques et enfin, l'Iran mène des actions politiques sur ce continent.

Dans cette séance, les actions de ces nouveaux acteurs ont été

successivement étudiés. **1. LES ÉTATS-UNIS ET L'AFRIQUE 1.1.**

#### ***Point de vue géopolitique***

L'intervention est tout d'abord nécessaire pour apporter un soutien au régime égyptien. L'Égypte est le plus grand pays arabe (25% des arabes y habitent) et ce pays a fait la paix avec l'Israël. Il est actuellement soumis à des tentatives de déstabilisation de mouvements islamistes qui sont soutenus par le Soudan.

La survie de l'Égypte est aussi liée au bon écoulement du Nil qui constitue son unique ressource en eau. Or le Nil traverse le Soudan avant d'arriver en Égypte, il est donc primordial pour les Etats-Unis, qui veulent soutenir le régime égyptien, de maîtriser les actions du Soudan.

Pour les États-Unis, une deuxième considération géopolitique donne de l'importance à l'Afrique. La façade orientale de l'Afrique fait face au golfe. Il est donc important, pour les Etats-Unis de sécuriser cette zone afin d'éviter toute déstabilisation de cette région à partir de l'Afrique. L'idéal serait pour eux de disposer d'un point d'appui semblable à celui de la France à Djibouti.

#### ***1.2. Point de vue économique***

L'Afrique est un territoire où les ressources naturelles à « conquérir » et à « découvrir » sont nombreuses.

Le golfe de Guinée possède de grands gisements d'hydrocarbures qui font l'objet de luttes farouches entre les grandes compagnies pétrolières (Françaises et Américaines principalement).

La région des grands lacs possède de grandes ressources minières qui sont à exploiter. Ces deux considérations poussent les Etats Unis à s'intéresser à cette partie de l'Afrique.

### **1.3. L'action des États-Unis**

Les États-Unis ont cherché à accroître leur influence sur l'axe Somalie - Région des Grands Lacs - Angola.

Ils ont soutenu l'Erythrée et l'Éthiopie : ces deux pays sont actuellement en guerre. Ils sont intervenus en Somalie en 1992 : l'opération a été un échec.

Ils ont soutenu l'Ouganda. Ils ont été impliqués dans les massacres hutus après 1994.

Ils ont aidé Kabila à prendre le pouvoir dans la République Démocratique du Congo, celui-ci a dénoncé tous les contrats économiques qui avaient été signés avec les États-Unis pendant la conquête du Zaïre. De plus, l'Ouganda est aujourd'hui ouvertement contre le régime de Kabila.

Depuis la fin de la guerre du golfe, les États-Unis ont essayé d'accroître leur influence en Afrique. Après quelques succès initiaux, ils se sont heurtés à des difficultés dues à l'apparition de conflits entre les États qu'ils ont soutenus. À ce jour, les États-Unis ne sont pas devenus la puissance influente en Afrique, telle qu'ils pensaient pouvoir le devenir en 1994.

## **2. LES RESSOURCES PÉTROLIÈRES DE L'AFRIQUE**

En préambule il convient de noter qu'il y a une interdépendance énorme entre les ressources énergétiques (en particulier d'hydrocarbures) et la politique des États.

Les hydrocarbures représentent aujourd'hui 62% de la production énergétique mondiale. Les prévisions pour 2010 donnent un taux comparable.

Aujourd'hui, nous sommes dans une période d'abondance. Les consommations baissent. Des réserves sont bloquées (Iran et Irak) et les prix sont au plus bas.

Cependant tous les pays essaient de maîtriser leurs sources.

L'Afrique représente 11% de la production mondiale, et ses réserves sont importantes. Des découvertes de nouveaux gisements ont été faites dans le golfe de Guinée et au Tchad.

Le gisement tchadien est à cheval sur la frontière entre le Tchad et la République de Centrafrique.

Une compagnie d'exploitation a été montée. Elle appartient à 80% à des compagnies américaines et à 20% à des compagnies françaises. Compte tenu des coûts d'exploitation élevés et du prix actuel du baril, l'exploitation du pétrole tchadien est actuellement retardée.

Le golfe de Guinée est très important pour la France car 72% de son pétrole provient de cette région (seulement 20% proviennent du Moyen-Orient).

Ces chiffres expliquent, en partie, l'intérêt de la France pour cette région. La France se trouve en rivalité avec les États-Unis, au sujet du pétrole, au Gabon, en Angola et au Congo.

# ANNEXE 1

## LES ETATS-UNIS ET L'AFRIQUE

Au moment de l'affrontement Est-Ouest, la crainte du communisme a conduit les dirigeants américains à ne considérer l'Afrique que par le prisme de leur lutte avec l'Union Soviétique.

Avant la décolonisation, les Etats-Unis maintiennent simplement quelques liens épisodiques avec certains Etats africains (Libéria, Ethiopie, ...).

Après la décolonisation, l'Afrique devient un « simple pion » dans les relations Est-Ouest et ne doit pas, pour des raisons stratégiques, basculer dans le camp communiste.

En fait, les Etats-Unis n'ont pas de projet politique pour

### l'Afrique. **1. LA NOUVELLE POLITIQUE**

#### **AMERICAINE**

Après la chute de l'Union Soviétique, les Etats-Unis deviennent une puissance hégémonique et ne peuvent pas se désintéresser d'une zone économique de plus de 700 millions d'habitants, ni de certaines données stratégiques (ressources énergétiques de l'Afrique centrale, risques intégristes, terroristes...)

La politique du président Clinton consiste à mener une grande offensive commerciale et à établir un dispositif pour résister aux pays terroristes. Il s'agit pour les Américains d'être présents en Afrique en évitant tout engagement en profondeur (cf l'échec de l'opération « Restore Hope en Somalie de 1992). Les Etats-Unis veulent donner plus de pouvoir aux Africains afin qu'ils assurent eux-mêmes la stabilité du continent.

##### **1.1. Le volet économique :**

*But* : assurer l'accès américain aux ressources africaines et ouvrir le marché africain aux entreprises américaines (le souci est de fournir le moins possible d'aide directe).

*Traduction* :

Principe du « Trade not aid » (1995) repris dans la « African Growth and Opportunity Act » de 1998 qui prévoit l'ouverture du marché américain à 1800 produits locaux, un concours financier pour des travaux d'infrastructure, ... contre des privatisations à outrance. Ce texte concurrence la convention de Lomé et ne fait pas l'unanimité parmi les dirigeants africains.

Voyages de hautes autorités américaines ( 1997 : M. Albright ; 1998 : B.

##### Clinton ) **1.2. En termes géopolitiques :**

*But* : neutraliser de manière indirecte les régimes « terroristes », notamment le régime soudanais perçu comme la tête de pont de la subversion iranienne. Il s'agit aussi d'éviter d'avoir à intervenir militairement.

*Traduction* :

Soutien net à l'Ouganda qui se montre actif contre le régime soudanais.

En fait, soutien à « une nouvelle génération de dirigeants africains » (Ghana, Erythrée, Ethiopie,...) qui servent les intérêts américains. Mais, en apportant leur aide à certains régimes, les

Etats-Unis se sont « compromis » dans des conflits sanglants ( soutien indirect au régime Tutsi rwandais, soutien à l'Alliance de L. D. Kabila,...)

- Développement du concept ACRI (African Crisis Response Initiative).

## **Conclusion**

Finalement, le grand dessein américain semble commercial (définition d'une « Afrique utile ») et les Etats-Unis encouragent des régimes qui sont controversés ( idée du « no party democracy » en Ouganda).

L'annulation du sommet de Kinshasa de mai 1998 prouve la faiblesse du groupe des nouveaux dirigeants ».

## **BIBLIOGRAPHIE**

« La politique américaine à l'égard de l'Afrique : continuité et changement 1958-1988 »  
R. J. Cummings - Politique Etrangère, 3/88

- « Washington à la conquête d'espaces vierges en Afrique » P. Leymarie
- - Le Monde Diplomatique n°528, mars 1998

« La gazelle et le phacochère » F. Pons – Le Spectacle du Monde, décembre 1996

« La nouvelle politique africaine des USA » P. Dabezies  
- Les Cahiers de Mars n°158, 1998

« Afrique centrale : l'épouvantail américain » V. Hugué  
- Politique Internationale n°77, 1997

« Etats-Unis : le retour en Afrique ? »  
S. Hugo - Revue de la Défense Nationale n°12, 1996

« La politique africaine des Etats-Unis » S. Hugo  
- Revue de la Défense Nationale n°2, 1998  
« Les Etats-Unis et les nouveaux dirigeants africains » S. Hugo  
- Revue de la Défense Nationale n°7, 1998

## LES ACTEURS ASIATIQUES EN AFRIQUE

Les rapports que l'Asie entretient depuis des siècles avec le continent africain peuvent à juste titre apparaître marginaux pour l'Asie. L'éloignement géographique, comme celui des mentalités entre Asiatiques et Africains, s'est traduit par une faiblesse des relations entre les deux continents, comparativement à celles que l'Asie a développé avec l'Europe ou l'Amérique.

Néanmoins, depuis la chute du mur de Berlin, événement qui a mis fin à la « qualité » du continent africain de champ d'affrontement indirect, où les grandes puissances étaient appelées à rivaliser d'appuis et d'ostentation, on peut constater une augmentation significative des activités des pays de l'Asie sud-est sur le continent africain.

La première partie de cet exposé sera donc consacrée à un aperçu rapide sur les relations de deux pays choisis de l'Asie sud-est, la République de Chine (Taiwan) et la Corée du Sud. La deuxième partie traitera plus en détail l'exemple du Japon.

### **1. LES RELATIONS DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET LA CORÉE DU SUD AVEC LE CONTINENT AFRICAIN**

L'histoire des relations des deux pays avec l'Afrique est dominée par la lutte d'influence et par la lutte pour une reconnaissance.

Concernant *Taiwan*, ses autorités diplomatiques ont considéré l'Afrique comme un réservoir privilégié de voix à l'ONU dans son combat contre la Chine populaire. En effet, lors du scrutin décisif qui vit la RDC expulsée de l'ONU en 1971, le vote des Etats africains représentait 43% du soutien apporté à Formose. Mais en 1975, seuls neuf pays d'Afrique entretenaient encore des rapports diplomatiques avec Taiwan; un retrait massif des diplomates taiwanais dans tous les autres Etats s'en suivit. Après son expulsion de l'ONU, la RDC développe des liens étroits avec un autre Etat paria, l'Afrique du Sud. Taiwan était donc en 1993 le second fournisseur asiatique de l'Afrique du Sud et son sixième partenaire commercial mondial. Les relations étroites entre les deux pays ont survécu au changement du régime en Afrique du Sud en 1994. A partir de 1993, Taiwan commence à développer une politique d'aide au développement, dont le premier bénéficiaire est encore l'Afrique du Sud.

Les autres partenaires commerciaux de la RDC en Afrique subsaharienne sont, à distance très respectueuse de l'Afrique du Sud :

comme principaux fournisseurs : le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Cameroun le Sénégal, le Togo, la Tanzanie et le Mali;

comme principaux clients : le Nigeria, l'île Maurice, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Kenya et le Ghana.

Jusqu'aux années soixante, la *Corée du Sud* a adopté une politique extérieure d'auto-isolement rigide, fondée sur les principes de non-contact avec la Corée du Nord, le communisme et le tiers monde, y compris les Etats africains. Un nouveau régime à Séoul commence à partir des années soixante à s'ouvrir vers les pays non alignés. Cette diplomatie se poursuit par des missions commerciales en Ethiopie, au Congo-Brazzaville, au Nigeria, au Gabon, et au Liberia. Mais l'intensification de la pénétration de la Corée du Nord sur le continent africain et une application de la doctrine « Hallstein » (non-reconnaissance de la Corée du Nord et rupture des relations

diplomatiques avec tout Etat qui reconnaît la Corée du Nord) a pour conséquence que la politique africaine de la République sud-coréenne rencontre des succès de plus en plus limités. Voyant la Corée du Sud comme dépendante des Etats-Unis, les Etats africains se rapprochent plutôt de la Corée du Nord, qui en 1975, est admise comme membre du mouvement des non-alignés.

L'abandon de la doctrine „Hallstein”, officiellement en 1974, mais en pratique à partir de 1979, marque le début d'une nouvelle offensive diplomatique sud-coréenne en Afrique. Le régime qui prend le pouvoir en 1980 établit des relations diplomatiques avec les Etats de son choix, indépendamment de l'idéologie ou de la reconnaissance ou non de la Corée du Nord, tout en mettant en avant des motivations économiques comme principale préoccupation.

Cette préoccupation économique dans les relations avec l'Afrique s'intensifie encore après l'effondrement de l'Union Soviétique. Séoul essaie de contrecarrer les actions de la Corée du Nord qui fournit essentiellement l'assistance militaire et technique en élargissant et en intensifiant le volet „coopération économique” de son programme.

Les principaux partenaires commerciaux de la Corée du Sud en Afrique subsaharienne sont le Liberia, le Nigéria et l'Afrique du Sud et seuls quatre grandes entreprises (Samsung, Deawoo, Hyundai, Lucky-Goldstar) sud-coréennes sont présentes sur le continent africain.

L'Afrique occupe donc pour l'instant une modeste place dans le rang des partenaires économiques sud-coréens.. Mais depuis 1994, en suivant une régionalisation des marchés en Afrique, la Corée du Sud semble concentrer son effort autour des pays locomotives des différentes régions, tels que le Nigeria et la Côte d'Ivoire pour l'Afrique de l'Ouest, le Cameroun pour le Centre, le Kenya pour l'Est et enfin l'Afrique du Sud.

## **2. LE JAPON**

Depuis 1994, l'année où Tokyo a officiellement annoncé son intention d'intégrer le groupe des pays disposant d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, la politique africaine du Japon est soupçonnée d'être menée pour obtenir le soutien des pays africains à cette candidature.

Bien que depuis le début des années quatre-vingt-dix le rôle du Japon en Afrique englobe la politique - les Conférences internationales pour le développement en Afrique de 1993 et 1998 ainsi que la participation aux opérations de maintien de la paix en témoignent -, l'économie est largement dominante dans les relations entre le Japon et l'Afrique. La politique africaine du Japon repose essentiellement sur deux piliers : la politique de développement et la politique commerciale.

### ***2.1. Politique de développement***

Le montant total de l'aide bilatérale du Japon vers l'Afrique est passé de \$ 36,23 millions (5,2% de la totalité de l'APD bilatérale japonaise) en 1974, à \$ 210,83 millions (10,8%) en 1984, et à plus de \$ 1144 millions (29,2%) en 1994. Le Japon a accordé en 1997 près d' 1,5 milliard de dollars d'aide publique au développement (APD) en Afrique, se plaçant au 1<sup>er</sup> rang des contributeurs avec une part de 30 % du montant total octroyé. Cette politique d'aide constitue l'axe majeur de la politique africaine du Japon.

L'aide japonaise à l'Afrique profite essentiellement aux pays anglophones (62% contre 27% aux Etats francophones et 11% aux autres). 61% de cette somme est distribué sous forme de dons financiers, alors que la part du don dans la totalité de l'APD bilatérale japonaise ne s'élève qu'à 24,8%. Tokyo s'appuie sur plusieurs organismes dont l'Association pour le développement international, le Fonds africain pour le développement et l'Agence de coopération internationale (JICA).

Tokyo a défini cinq domaines prioritaires :

besoins humanitaires et alimentaires, secteurs agricoles et pêche, infrastructures de base, soutien aux plans d'ajustement structurel et à la stabilité politique en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale, aide à l'éducation et à la santé.

La coopération technique s'appuie sur 620 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger répartis dans onze pays, avec, depuis 1996, une priorité accordée à la Tanzanie.

S'appuyant sur sa position de principal pourvoyeur d'aide en Afrique, Tokyo espère en retour être bénéficiaire sur le plan politique. La participation japonaise à la résolution de crises en Afrique illustre cette volonté (Namibie, Angola, Afrique du Sud, Zaïre et Mozambique).

## **2.2. Politique commerciale**

Tout comme il le fait en Asie, le Japon assoit sa politique commerciale en Afrique sur une aide au développement particulièrement bien ciblée. Son excédent commercial sur ce continent dépasse 3,5 milliards de dollars. Le Japon voit là le moyen de s'approvisionner en matières premières et en produits agricoles, notamment en Afrique du Sud, au Gabon et au Nigeria. Malgré une baisse des investissements du fait de la dépréciation du yen, le volume globale et cumulé des investissements s'élève à 7,7 milliards de dollars de 1951 à 1997.

Le principal pays partenaire est l'Afrique du Sud à la fois pour ses minerais et produits agricoles en terme d'achats et son industrie automobile et pneumatique en matière d'investissements directs. Le Japon se situe au cinquième rang des investisseurs en 1997 dans ce pays avec 484 millions de dollars (derrière les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Malaisie et l'Allemagne). Ses autres principaux partenaires sont le Zimbabwe, le Gabon, le Nigeria, la Zambie, le Ghana et le Kenya.

Malgré la forte concurrence coréenne, le marché africain constitue un excellent débouché pour l'industrie automobile japonaise qui y a vendu plus de 130000 véhicules entre 1994 et 1996. En Côte d'Ivoire, il contrôle plus de 45% du marché.

Par ailleurs, l'aide au développement permet aux entreprises japonaises implantées en Afrique de se voir attribuer des crédits importants, forme indirecte de subventions. Des aides vont aux entreprises japonaises pour la construction de ponts, de routes comme en Zambie en 1997, pour des projets d'assainissement d'eau ou pour la commercialisation de riz comme en Angola en juillet 1997.

Même si la politique d'APD et la politique commerciale du Japon connaissent actuellement un infléchissement en raison de la crise qui a frappé l'Asie, Tokyo multiplie les initiatives en faveur du continent africain; la deuxième Conférence internationale sur le développement de l'Afrique tenue le 19 octobre 1998 à Tokyo sous le parrainage de la Coalition mondiale pour l'Afrique (CMA) en témoigne.

Le secrétaire générale de la CMA, l'ancien ministre mauritanien des Affaires étrangères, Ahmedou Ould Abdallah, conclut la stratégie japonaise en Afrique de la façon suivante : „Les Japonais voient à long terme. Leur ambition est d'abord de tisser des réseaux, de conquérir marchés et contrats, et d'assurer leur approvisionnement en matières premières. En plus, ce sont des gens raffinés. Ils répètent qu'il y a de la place pour tout le monde sur le continent, et qu'ils n'ont aucune intention de marcher sur les

plates-bandes des Occidentaux. Mais il ne faut pas se leurrer, ils ont une forte volonté de conquête et des ambitions légitimes. Contrairement aux Africains, ils accordent plus d'importance à l'économie qu'à la politique. Ils ont compris depuis longtemps que c'est le vrai moteur de la puissance.”

# L'Afrique subsaharienne GEO/ED1



Groupe B4

Les acteurs asiatiques en Afrique

Major i.G. Mosmann

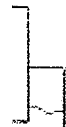
## JAPON

L'aide publique au développement à l'Afrique subsaharienne

{

in ilanlderaii3~srd~ionsûe&1

rr ne da cn'.dérnr;lupanais j~.. rr SJ+Ce.}



reïarmej

Kgny I

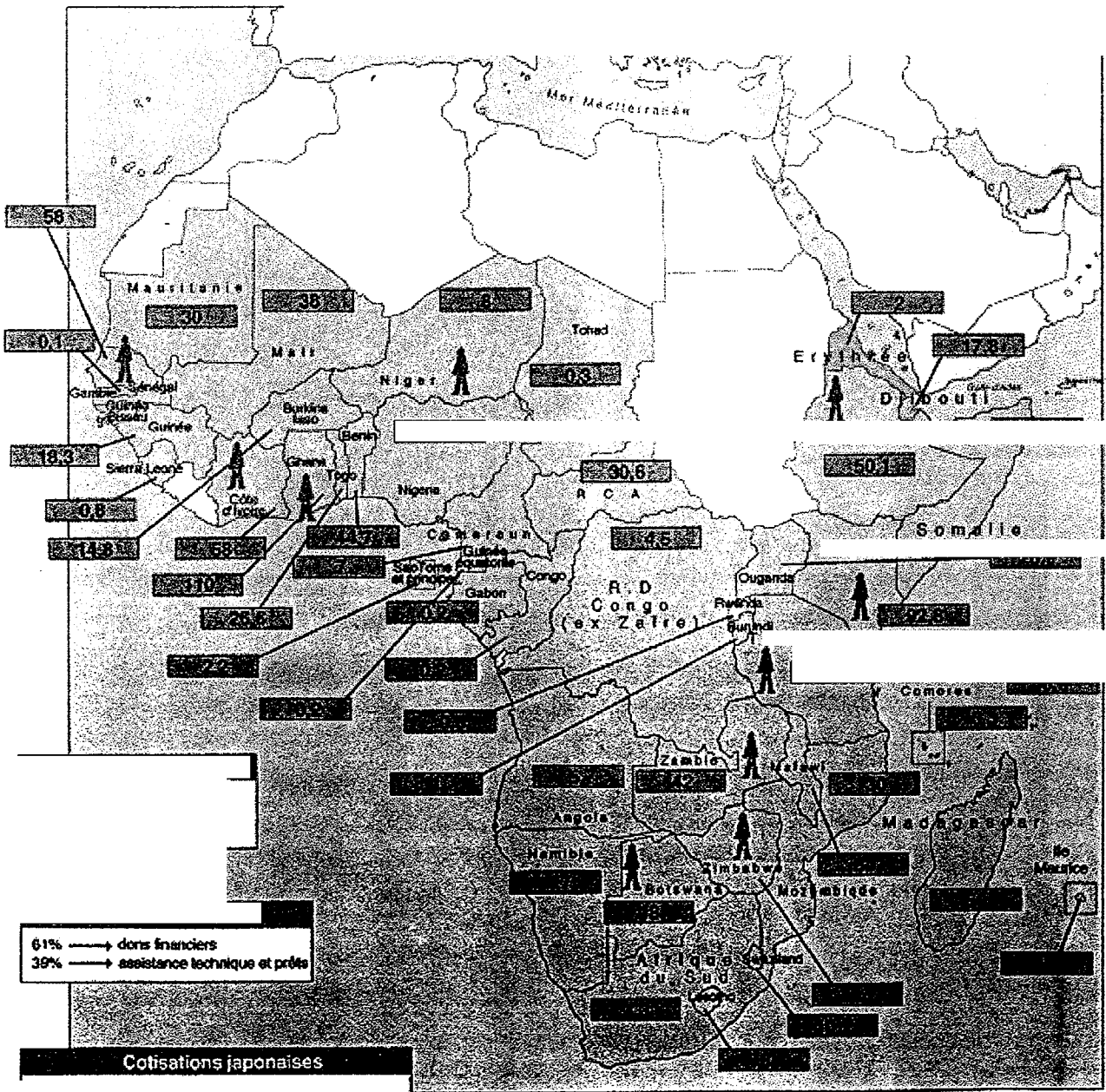
antanCa<sup>1</sup>

...w L7Lyd

Atre sri iiiiirle de :

—

■



61% ———→ dons financiers  
 39% - - - - -→ assistance technique et prêts

**Cotisations japonaises**

12 erre rang pour la god en pour le déuiaiap9enien1 reamaïorrel (mita:Me à la Baffle f aedtele). terre g pour le Ponds aSctm de d@wdoppemant  
 - Agence japonaise de coopéraIbn lteamaronele i.11CAi I ra - M l e en collaboration ét o f f a avec le \* et fe 8nngua àtnQeL.

Source : Faits et Tendances N° 681 du 07/07/98 dans : SGDN (éd. ), Tendances N° 75 du 7 au 13 juillet 1998.

**Aide japonaise à l'Afrique**

62%\$ des paye arteroptiorres 27%à des puy francophones 11Sè autres pays  
 Eltr ?trp7è



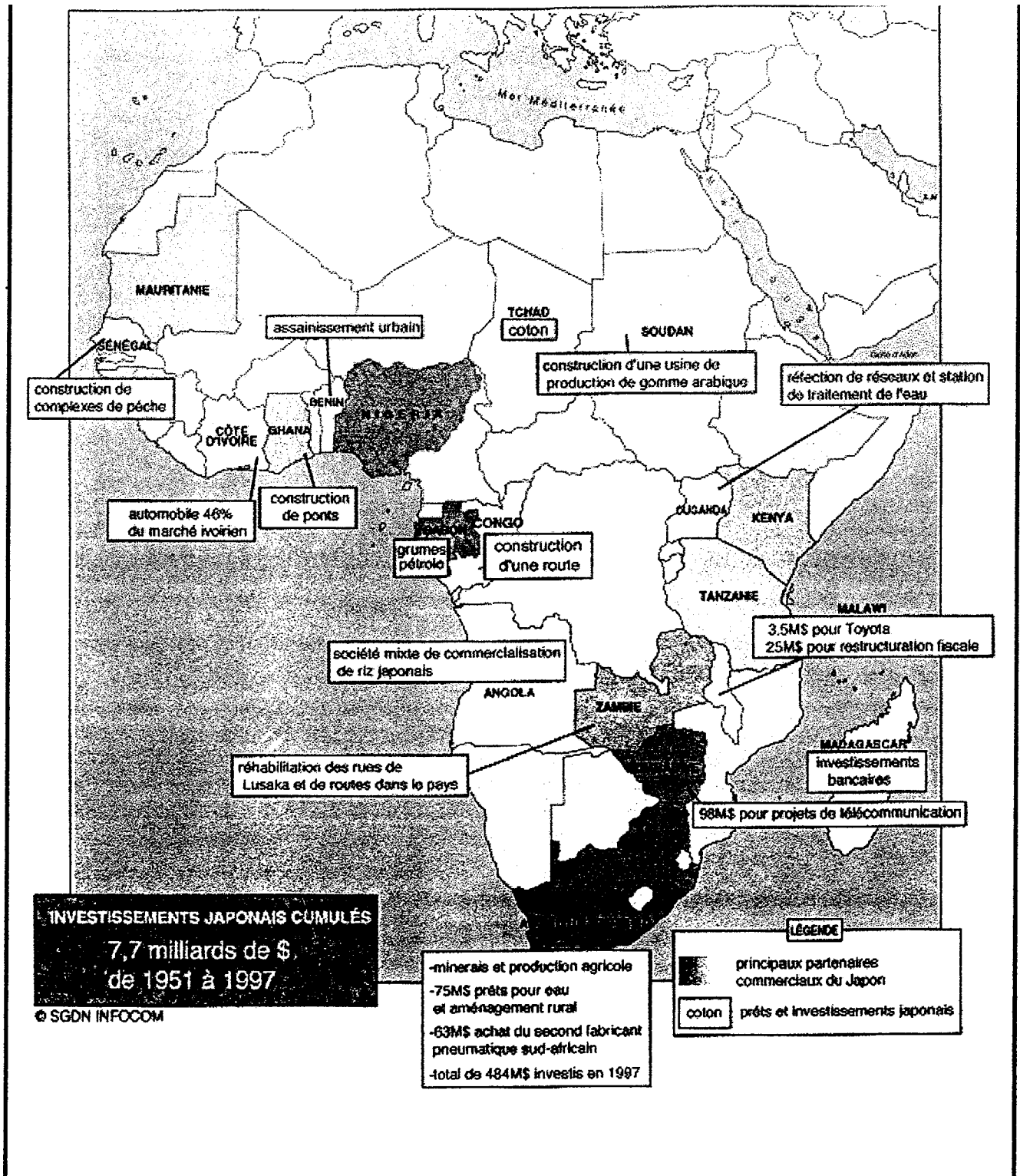
Les acteurs asiatiques en Afrique  
L'Afrique subsaharienne

Groupe B4

Major i.G. Mosmann  
GEO/ED 1

**JAPON**

Commerce et investissements en Afrique



c-i-tu mnt? de Cemmerelalisat,n csa }ricanais

\_\_musc)\_in+met bancaires

98M,\$ poco projets de 1616communication

**INVESTISSEMENTS JAPONAIS CUMULÉS**

**7,7 milliards de \$ 'de 1951 a 1997**

minerais et production agricole

Princ+paux peudnaète commerciaux du Japon

padts et investissements Japonais

-63MS achat du second fabricant pneumatique sud-africain

-total de 484M\$ investis en 1997

A

assainissemne urbain

oceStruction d'une route

-75MS prUts pour eau el nrrnéagement rural

Source : Faits et Tendances N° 681 du 07/07/98 dans : SGDN (éd. ), Tendances N° 75 du 7 au 13 juillet 1998.

## BIBLIOGRAPHIE

Aicardi de Saint-Paul, Marc

Le Japon, Taiwan et l'Afrique du Sud, dans : Afrique contemporaine N° 176, octobre - décembre 1995, Paris 1995, pp. 42 - 58.

Bah, Mamadou

Japon-Afrique : La stratégie du Samouraï, dans : Jeune Afrique N° 1975 du 17 au 23 novembre 1998, pp. 36 - 37.

Rhee, Sang-Hoon

La Corée du Sud et l'Afrique, dans : Afrique contemporaine N° 176, octobre - décembre 1995, Paris 1995, pp. 59 - 71.

sans auteur

Qui achète quoi à l'Afrique?, dans : Marchés Tropicaux et méditerranéens N° 2195 du 4 décembre 1987, pp. 3216 - 3218.

L'aide japonaise à l'Afrique : prédominance des Etats anglophones, dans : Marchés Tropicaux et méditerranéens N° 2542 du 29 juillet 1994, pp. 1584.

Des déclarations de l'ambassadeur japonais à Paris. Un bilan des relations du Japon avec l'Afrique, dans : Marchés Tropicaux et méditerranéens N° 2631 du 12 avril 1996, p. 732.

Faits et Tendances N° 681 du 07/07/98, dans : SGDN ( éd. ), Tendances N° 75 du 7 au 13 juillet 1998,

## ANNEXE 3

### L'IRAN et L'AFRIQUE

L'intérêt de l'Iran pour l'Afrique n'est pas nouveau. Du temps du Shah d'Iran, à titre d'exemple, l'Iran avait projeté de développer des infrastructures d'exploitation pétrolière allant jusqu'à envisager d'établir des cités nouvelles (cité Pahlavi au Sénégal). Après une longue période d'absence de près de 20 ans du continent africain, tout au moins officiellement, l'Iran semble renouer avec ce continent qui n'est pas sa priorité mais s'inscrit en bonne place dans une ambition iranienne retrouvée où s'entremêlent les aspects politiques, idéologiques, stratégiques et économiques.

Traiter des relations de l'Iran avec l'Afrique, sous l'angle de la géopolitique, impose une prise de recul par rapport à l'actualité, pour inscrire les différentes poussées iraniennes dans un projet géopolitique global de ce pays.

Seront successivement étudiées la géopolitique de l'Iran puis le dispositif géopolitique adopté dans le cas particulier de l'Afrique.

#### 1.GEOPOLITIQUE DE L'IRAN

La période actuelle marque une rupture par rapport à celle qu'a connu l'Iran après la révolution islamique caractérisée par le repli sur soi et la volonté d'exportation de la révolution islamique.

De nos jours, l'Iran redécouvre ses ambitions passées. Riche de son histoire, résultat d'invasions subies et menées, l'Iran semble invitée à exercer un rayonnement dans tous les domaines et en tout premier lieu, le spirituel. Mais, pour gagner un respect fondé sur l'estime et non plus sur la crainte, l'Iran doit apparaître comme l'un des pays pétroliers les moins dépendants du pétrole, utiliser la rente comme un échafaudage pour la restauration des sagesses perses et plus particulièrement auprès des pays musulmans ou du tiers monde.

Cette entreprise s'inscrit dans le long terme, en refusant le spectaculaire pour laisser la place à la patience et au temps. On peut déjà distinguer, dans la retenue iranienne et dans son souci d'efficacité à l'occasion de la résolution de certains problèmes internationaux, des signes d'une certaine sagesse iranienne retrouvée.

Il n'est pas, dans ces conditions, surprenant que le monde musulman considère l'Iran avec espoir. Il en est de même des pays du tiers monde, qui verront en l'Iran, si ce pays gagne son pari du développement en s'affranchissant de sa dépendance de la rente, un modèle de développement original, affranchi de l'occident, et vers lequel eux-mêmes pourront tendre.

#### 2.IRAN ET AFRIQUE

L'intérêt de l'Iran pour l'Afrique vise à satisfaire trois objectifs :

- asseoir l'Iran dans le concert des nations et notamment dans le monde arabe (en détrônant pourquoi pas le modèle sunnite saoudien) ;
- contrer l'occident en Afrique et contourner par la même l'encerclement

dans lequel l'Iran  
est contraint ;  
assurer son développement économique par le commerce.

## **2.1. Constat**

L'Afrique est le continent le plus facile d'accès pour un pays en mal de reconnaissance internationale comme l'Iran. La fin de la guerre froide, la disparition progressive de l'influence communiste, le relatif désintérêt occidental pour l'Afrique au profit des Pays d'Europe centrale et orientale, et le niveau de développement de l'Afrique, laissent à penser à l'Iran que l'Afrique est bien le continent de toutes les opportunités.

## **2.2. Asseoir l'Iran dans le concert des**

### ***nations* 2.2.1. Rallier les pays musulmans**

#### **à sa cause**

La démarche orientée vers les pays du Sahel qui n'ont pas d'ambassade à Téhéran pour que ceux-ci participent à la réunion de l'Organisation de la conférence islamique dont l'Iran assure pour trois ans la présidence. Les pays ainsi ciblés étaient la Gambie, le Mali, la Guinée Bissau, le Niger, le Nigeria et le Togo. Parmi les pays du Sahel, l'entreprise de charme ne semble avoir fonctionné qu'au Niger. Ce pays se sentant abandonné par la France et l'Europe (fermeture de l'université et arrêt de l'immigration) trouve dans une alliance avec l'Iran quelques compensations. L'exploitation de l'uranium nigérien par l'Iran pourrait être la contre partie de l'envoi d'étudiants nigériens en Iran.

### **2.2.2. Contrer l'Arabie Saoudite**

Il s'agit pour l'Iran d'augmenter son audience au sein de l'OCI pour contrer l'Arabie Saoudite avec une remise en question de l'administration des lieux saints.

### **2.2.3. Le Soudan : un allié commode mais encombrant**

Le Soudan fut pendant longtemps le relais de la propagande iranienne et vraisemblablement une base arrière du terrorisme iranien agissant en Afrique et soutenant les différents mouvements islamistes algériens ou égyptiens. Le Soudan a constitué un allié de revers contre l'Egypte, l'Ethiopie et l'Erythrée et qu'il dispose d'un débouché sur la mer rouge rendant possible l'accès par voie portuaire aux forces iraniennes agissant sur le continent africain.

Cependant l'allié soudanais, commode pendant la période 79-95, peut paraître encombrant pour un Iran en quête de respectabilité internationale. Il faut signaler les appels particulièrement embarrassants pour l'Iran, d'Hassan Tourabi (chef de file des islamistes soudanais) à l'Iran pour que *celui-ci prenne la direction du monde musulman afin de contrer l'occident*. Lors d'une tournée africaine en 1996, M. Rafsandjani a affirmé la volonté de Téhéran de calmer le jeu en Afrique orientale offrant ses bons offices pour

résoudre le différend soudano-ougandais. L'Iran veut ainsi se démarquer du terrorisme sunnite qui a notamment frappé les intérêts américains au Kenya. Ceci bien évidemment pour s'affirmer vis à vis de l'Arabie Saoudite et tenter de recouvrer quelques crédits auprès des occidentaux, en vue d'un assouplissement des mesures d'embargo et d'isolement qui le frappe.

### **2.3. Stratégie anti-occidentale**

Dans la continuité des relations irano-africaines déjà établies par le shah en Egypte, Maroc, Sénégal, Soudan et Afrique du sud, la stratégie d'influence de l'Iran doit être concentrée vers des puissances régionales qui contrôlent ou influencent de vastes zones et où de surcroît les occidentaux sont implantés.

Ces pays sont l'Egypte, le Maroc, l'Ethiopie, le Nigeria, la République Démocratique du Congo et l'Afrique du sud.

#### **2.3.1. Atouts de l'Iran**

L'Iran présente l'avantage aux yeux des africains de n'avoir jamais été colonisé, ni même été colonisateur, ni pratiqué la traite des esclaves contrairement aux occidentaux ou aux arabes.

Depuis la révolution islamique, l'Iran a prouvé sa résistance à l'influence occidentale, en maintenant son indépendance tout en développant une économie malgré les embargo dont elle a été l'objet.

Plus généralement, la réputation des iraniens est bien meilleure en Afrique que celle des Arabes ou des Européens.

#### **2.3.2. Méconnaissance des réalités africaines**

Néanmoins, l'Iran méconnaît l'Etat multiculturel africain. La colonisation est rendue responsable des divisions ethniques pour mieux régner en Afrique. Ils se méprennent sur les cultures traditionnelles et les religions animistes auxquels ils accordent peu de crédit par rapport à la culture musulmane.

### **2.4. Assurer son développement économique**

Par manque de moyens maritimes, de lignes aériennes à destination de l'Afrique, de structures commerciales et bancaires, l'Iran commerce peu avec l'Afrique : tout au plus quelques produits miniers, des fruits secs à l'importation, quelques machines et de la technologie pétrolière à l'exportation.

L'Iran considère néanmoins que le continent peut représenter un débouché intéressant pour l'industrie iranienne qui produit à faible coût (de basse qualité) des vêtements, des jouets, des plastiques et du petit appareillage ménager.

#### **2.4.1. Pays prioritaires pour le commerce avec l'Iran**

Le choix iranien se porte préférentiellement sur les pays stables politiquement, possédant une classe moyenne, un marché, des produits à échanger et des possibilités d'investissement.

A ce titre sont identifiés

à l'ouest : le Gabon, le Bénin, le Ghana et l'Ethiopie

à l'est, l'Ouganda

au sud, le Zimbabwe et la RSA.

#### **2.4.2. L'idéologie un frein au développement commercial**

Les autorités iraniennes sont conscientes par ailleurs de l'effet repoussoir de l'idéologie islamique qu'a pu constituer un frein commercial, ainsi peut s'expliquer la relative mise en retrait des combats idéologiques.

L'ancien président Rafsandjani estime néanmoins que : *les hommes d'affaires musulmans ont historiquement contribué à la propagation de l'islam et à son extension à d'autres pays.*

En développant les relations commerciales, l'Iran ferait d'une pierre deux coups.

### 1.LE SUBSTRAT

Il y a tout un arrière plan culturel, une toile de fond qui a noms fétichisme, négritude constituant le substrat qui donne sa couleur à l'islam en Afrique noire.

La négritude précisons le est d'après le président Léopold Sedar Senghor l'ensemble des valeurs culturelles de la civilisation négro-africaine. Amadou Ampathé Ba disait je cite: « en Afrique, l'islam n'a pas plus de couleur que l'eau; c'est ce qui explique son succès. Il se colore aux teintes des terroirs et des pierres » .

Le terme islam noir n'est cependant pas accepté par tous et certains parlent de leur côté d'un « éthiopianisme musulman »,d'autres disent que cette définition est tendancieuse car ils pensent qu'il ne saurait y avoir un islam noir pas plus qu'un christianisme noir ou un judaïsme noir. Selon eux il y avait avant tout un islam principiel. Naturellement il peut arriver qu'en s'islamisant un pays adopte une des couleurs multicolores que le gigantesque prisme triangulaire islamique peut offrir en décomposant la blanche vertu divine dont l'islam diffuse la lumière.

L'islam noir pourrait être donc un islam repensé, repétri, magnifié, adapté aux caractéristiques psychiques des races africaines.

### 2.LE SYNCRÉTISME

Cela se vérifie au Sénégal où l'islam noir est une réalité. L'islam se manifeste à travers ses sectes ou confréries religieuses. L'intermédiaire est le marabout fondateur de la confrérie. Les musulmans sénégalais sont des sunnites qui se répartissent entre la confrérie tidiane, la confrérie khadre et la confrérie mouride. Les deux premières confréries sont venues de l'Orient et du Nord alors que la troisième est purement locale. Ces confréries ne sont pas fondamentalement antagonistes, elles sont des voies parallèles qui se distinguent par la récitation des lithanies. Elles ne sont pas forcément l'expression de groupements ethniques et leurs initiations n'ont pas le caractère exclusif qu'on a voulu leur prêter. L'islam noir est le résultat d'un syncrétisme qui s'est opéré des le XI éme siècle au débouché des pistes caravanières le long de la frange sahélienne de l'Afrique subsaharienne.

Le fondateur du mouridisme s'appelle Cheik Amadou Bamba. Il a vu le jour vers les années 1858. Martyr du colonisateur français qui pensait qu'à l'instar d'autres marabouts comme El-hadj Oumar, Cheikou Amadou ,El Lamine Dramé et Samory Touré il allait soulever les populations du Baol contre eux, il fut déporté au Gabon et en Mauritanie pour refus de se soumettre et de coopérer. Il est mort en 1927 à Diourbel, la capitale du Baol et enterré à Touba une petite bourgade qui à l'époque comptait 3000 hbts. Elle en compte aujourd'hui 600.000.

En réalité qu'est ce le mouridisme?

#### **2.1. Le mouridisme est d'abord une pratique.**

Mouride signifie serviteur de Dieu. Son crédo est le travail et la prière. Les mourides sont connus pour leur discipline, leur fidélité à leur marabout et leur amour du travail.. La confrérie mouride est devenue la première au Sénégal. Elle compte des talibés dans toutes les régions du pays

et dans d'autres parties du monde. Chaque année lors du Magal de Touba ,une

manifestation pour commémorer le départ du marabout en exil au Gabon (considéré comme une épreuve majeure dans sa vie spirituelle), des charters ramènent vers les lieux saints de Touba des milliers de talibés venus pour communier avec leurs frères et magnifier le travail de leur marabout.

### **2.2. Le mouridisme est ensuite une force économique.**

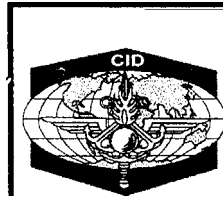
Touba est un grand centre d'échanges et de commerce. Situé au cœur du Baol, capitale du bassin arachidier il draine de nombreux circuits commerciaux. Les Baol-Baol ont le commerce dans l'âme. Dans toutes les villes du Sénégal et en Afrique ils tiennent des commerces florissants. On retrouve ces commerçants également dans certaines villes européennes et américaines. Au Sénégal l'Union nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS) compte parmi ses membres les plus influents des mourides. Les mourides veulent devenir une puissance financière ils ont un projet de création d'une banque mouride.

### **2.3. Le mouridisme est enfin une force politique.**

En 1983 à la veille des élections présidentielles et législatives, le kalife des mourides de l'époque lança un *Ndiguel* ou recommandation de vote aux talibés en faveur du président Abdou Diouf. Ce dernier fut élu sans difficulté. Cette intrusion du spirituel dans le temporel souleva un tollé de protestations. A la suite de cet acte sans précédent devenu par la force des choses un phénomène de mode, aujourd'hui chaque parti politique cherche à coopter dans ses rangs des marabouts de cette famille qui sont sans aucun doute des porteurs de voix. A l'assemblée nationale il n'est pas rare de trouver des députés membres de cette famille. Pour certains politologues l'intrusion de ces marabouts dans la scène politique fausse le jeu politique et altère les décisions de nos gouvernants. Les pressions des marabouts sont réelles et fonctionnent comme celles des lobbies socio politiques. Chaque trimestre le président de la république se rend à Touba et dans d'autres fiefs de marabouts pour consulter ou informer sur les grandes décisions qui pourraient avoir des incidences sur les populations.

## **Conclusion**

L'islam noir est une réalité en Afrique. Nul ne peut le contester. Cet islam résulte d'un syncrétisme entre les pratiques culturelles et la sève vivifiante de l'islam qui a trouvé dans ce continent un terreau fertile. C'est un islam qui a gardé son caractère fondamentaliste originel qui pour l'instant est un obstacle à la percée islamiste alors que l'on sait par ailleurs que ce courant intégriste de l'islam trouve son lit dans la misère et la pauvreté pourtant très présentes en Afrique. Le mouridisme une des confréries majeures au Sénégal, au delà, de la chose religieuse est devenue une force politique incontournable. La question centrale est celle de savoir quelles sont ses limites en se rappelant de ce qui est advenu du champ politique algérien depuis 1992.



# Les acteurs asiatiques en Afrique L'Afrique subsaharienne

Groupe 134

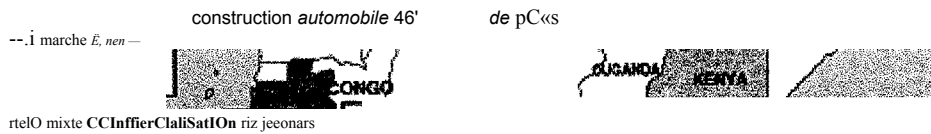
Major i.G. Mosmann  
GEO/ED 1

## JAPON

### Commerce et investissements en Afrique

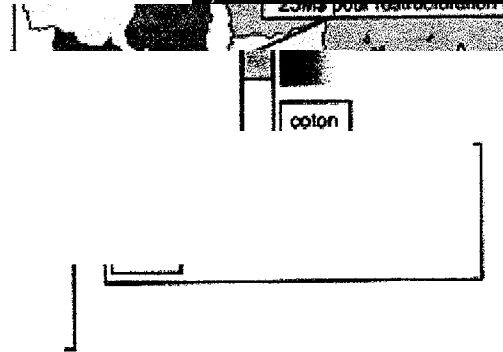


d rm", 'sc\_ ut. Ixutat, li4n  
nt Peau



#### INVESTISSEMENTS JAPONAIS CUMULÉS

7,7 milliards de de 1951 à 1997 3GDN 'ecce«



#### princ kewt partetnaim6 commerciaux du Japon

pries et kwe'ttsements fais

-minerais et p(OdrtClDn agricole - page pour eau  
et tettenagement rural

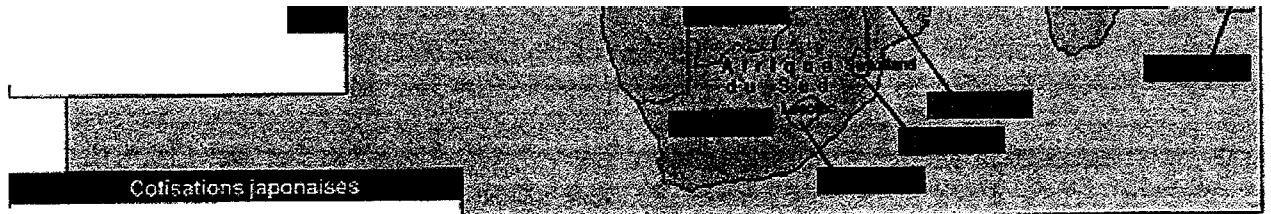
-63M\$ abat du second iabrir.aznt pneumatique lud-elricain  
-total de 4\$4M\$ Investie er# 1997

x n uc\* ofi d'une route



Source : Faits et Tendances N° 681 du 07/07/98 dans : SGDN (éd. ), Tendances N° 75 du 7 au 13 juillet 1998.





M a dft elle; a r

61% ...-4 dons rots deys  
-Sassistance Sichem st pr\*te



12 rang pots Paua9odidic i te tiburdoppnerni intimidions] (rattachée é la Banque Monde«  
- tau rang pour le Fonds Moab ds oppefl t-  
- Rems >ponette coopérabon kYeme orde 4 iiCA! levas en co'eibocMon élrcu e avec te a la fende  
**Melba**



Source : Faits et Tendances N° 681 du 07/07/98 dans : SGDN (éd. ), Tendances N° 75 du 7 au 13 juillet 1998.

## BIBLIOGRAPHIE

Aicardi de Saint-Paul, Marc

Le Japon, Taiwan et l'Afrique du Sud, dans : Afrique contemporaine N° 176, octobre - décembre 1995, Paris 1995, pp. 42 - 58.

Bah, Mamadou

Japon-Afrique : La stratégie du Samouraï, dans : Jeune Afrique N° 1975 du 17 au 23 novembre 1998, pp. 36 - 37.

Rhee, Sang-Hoon

La Corée du Sud et l'Afrique, dans : Afrique contemporaine N° 176, octobre - décembre 1995, Paris 1995, pp. 59 - 71.

### sans auteur

Qui achète quoi à l'Afrique?, dans : Marchés Tropicaux et méditerranéens N° 2195 du 4 décembre 1987, pp. 3216 - 3218.

L'aide japonaise à l'Afrique : prédominance des Etats anglophones, dans : Marchés Tropicaux et méditerranéens N° 2542 du 29 juillet 1994, pp. 1584.

Des déclarations de l'ambassadeur japonais à Paris. Un bilan des relations du Japon avec l'Afrique, dans : Marchés Tropicaux et méditerranéens N° 2631 du 12 avril 1996, p. 732.

Faits et Tendances N° 681 du 07/07/98, dans : SGDN ( éd. ), Tendances N° 75 du 7 au 13 juillet 1998,

## **L'IRAN et L'AFRIQUE**

L'intérêt de l'Iran pour l'Afrique n'est pas nouveau. Du temps du Shah d'Iran, à titre d'exemple, l'Iran avait projeté de développer des infrastructures d'exploitation pétrolière allant jusqu'à envisager d'établir des cités nouvelles (cité Pahlavi au Sénégal). Après une longue période d'absence de près de 20 ans du continent africain, tout au moins officiellement, l'Iran semble renouer avec ce continent qui n'est pas sa priorité mais s'inscrit en bonne place dans une ambition iranienne retrouvée où s'entremêlent les aspects politiques, idéologiques, stratégiques et économiques.

Traiter des relations de l'Iran avec l'Afrique, sous l'angle de la géopolitique, impose une prise de recul par rapport à l'actualité, pour inscrire les différentes poussées iraniennes dans un projet géopolitique global de ce pays.

Seront successivement étudiées la géopolitique de l'Iran puis le dispositif géopolitique adopté dans le cas particulier de l'Afrique.

### **1.GEOPOLITIQUE DE L'IRAN**

La période actuelle marque une rupture par rapport à celle qu'a connu l'Iran après la révolution islamique caractérisée par le repli sur soi et la volonté d'exportation de la révolution islamique.

De nos jours, l'Iran redécouvre ses ambitions passées. Riche de son histoire, résultat d'invasions subies et menées, l'Iran semble invitée à exercer un rayonnement dans tous les domaines et en tout premier lieu, le spirituel. Mais, pour gagner un respect fondé sur l'estime et non plus sur la crainte, l'Iran doit apparaître comme l'un des pays pétroliers les moins dépendants du pétrole, utiliser la rente comme un échafaudage pour la restauration des sagesses perses et plus particulièrement auprès des pays musulmans ou du tiers monde.

Cette entreprise s'inscrit dans le long terme, en refusant le spectaculaire pour laisser la place à la patience et au temps. On peut déjà distinguer, dans la retenue iranienne et dans son souci d'efficacité à l'occasion de la résolution de certains problèmes internationaux, des signes d'une certaine sagesse iranienne retrouvée.

Il n'est pas, dans ces conditions, surprenant que le monde musulman considère l'Iran avec espoir. Il en est de même des pays du tiers monde, qui verront en l'Iran, si ce pays gagne son pari du développement en s'affranchissant de sa dépendance de la rente, un modèle de développement original, affranchi de l'occident, et vers lequel eux-mêmes pourront tendre.

### **2.IRAN ET AFRIQUE**

- L'intérêt de l'Iran pour l'Afrique vise à satisfaire trois objectifs :
- asseoir l'Iran dans le concert des nations et notamment dans le monde arabe (en détrônant pourquoi pas le modèle sunnite saoudien) ;
  - contrer l'occident en Afrique et contourner par la même l'encerclement dans lequel l'Iran est contraint ;
  - assurer son développement économique par le commerce.

## **Constat**

L'Afrique est le continent le plus facile d'accès pour un pays en mal de reconnaissance internationale comme l'Iran. La fin de la guerre froide, la disparition progressive de l'influence communiste, le relatif désintérêt occidental pour l'Afrique au profit des Pays d'Europe centrale et orientale, et le niveau de développement de l'Afrique, laissent à penser à l'Iran que l'Afrique est bien le continent de toutes les opportunités.

### **2. Asseoir l'Iran dans le concert des nations**

#### **2.2.1. Rallier les pays musulmans à sa cause**

La démarche orientée vers les pays du Sahel qui n'ont pas d'ambassade à Téhéran pour que ceux-ci participent à la réunion de l'Organisation de la conférence islamique dont l'Iran assure pour trois ans la présidence. Les pays ainsi ciblés étaient la Gambie, le Mali, la Guinée Bissau, le Niger, le Nigeria et le Togo. Parmi les pays du Sahel, l'entreprise de charme ne semble avoir fonctionné qu'au Niger. Ce pays se sentant abandonné par la France et l'Europe (fermeture de l'université et arrêt de l'immigration) trouve dans une alliance avec l'Iran quelques compensations. L'exploitation de l'uranium nigérien par l'Iran pourrait être la contre partie de l'envoi d'étudiants nigériens en Iran.

#### **2.2.2. Contrer l'Arabie Saoudite**

Il s'agit pour l'Iran d'augmenter son audience au sein de l'OCI pour contrer l'Arabie Saoudite avec une remise en question de l'administration des lieux saints.

#### **2.2.3. Le Soudan : un allié commode mais encombrant**

Le Soudan fut pendant longtemps le relais de la propagande iranienne et vraisemblablement une base arrière du terrorisme iranien agissant en Afrique et soutenant les différents mouvements islamistes algériens ou égyptiens. Le Soudan a constitué un allié de revers contre l'Egypte, l'Ethiopie et l'Erythrée et qu'il dispose d'un débouché sur la mer rouge rendant possible l'accès par voie portuaire aux forces iraniennes agissant sur le continent africain.

Cependant l'allié soudanais, commode pendant la période 79-95, peut paraître encombrant pour un Iran en quête de respectabilité internationale. Il faut signaler les appels particulièrement embarrassant pour l'Iran, d'Hassan Tourabi (chef de file des islamistes soudanais) à l'Iran pour que *celui-ci prenne la direction du monde musulman afin de contrer l'occident*. Lors d'une tournée africaine en 1996, M. Rafsandjani a affirmé la volonté de Téhéran de calmer le jeu en Afrique orientale offrant ses bons offices pour résoudre le différend soudano-ougandais. L'Iran veut ainsi se démarquer du terrorisme sunnite qui a notamment frappé les intérêts américains au Kenya. Ceci bien évidemment pour s'affirmer vis à vis de l'Arabie Saoudite et tenter de recouvrer quelques crédits auprès des occidentaux, en vue d'un assouplissement des mesures d'embargo et d'isolement qui le frappe.

### **2.3. Stratégie anti-occidentale**

Dans la continuité des relations irano-africaines déjà établies par le shah en Egypte, Maroc, Sénégal, Soudan et Afrique du sud, la stratégie d'influence de l'Iran doit être concentrée vers des puissances régionales qui contrôlent ou influencent de vastes zones et où de surcroît les occidentaux sont implantés.

Ces pays sont l'Egypte, le Maroc, l'Ethiopie, le Nigeria, la République Démocratique du Congo et l'Afrique du sud.

### **2.3.1. Atouts de l'Iran**

L'Iran présente l'avantage aux yeux des africains de n'avoir jamais été colonisé, ni même été colonisateur, ni pratiqué la traite des esclaves contrairement aux occidentaux ou aux arabes.

Depuis la révolution islamique, l'Iran a prouvé sa résistance à l'influence occidentale, en maintenant son indépendance tout en développant une économie malgré les embargo dont elle a été l'objet.

Plus généralement, la réputation des iraniens est bien meilleure en Afrique que celle des Arabes ou des Européens.

### **2.3.2. Méconnaissance des réalités africaines**

Néanmoins, l'Iran méconnaît l'Etat multiculturel africain. La colonisation est rendue responsable des divisions ethniques pour mieux régner en Afrique. Ils se méprennent sur les cultures traditionnelles et les religions animistes auxquels ils accordent peu de crédit par rapport à la culture musulmane.

## **2.4. Assurer son développement économique**

Par manque de moyens maritimes, de lignes aériennes à destination de l'Afrique, de structures commerciales et bancaires, l'Iran commerce peu avec l'Afrique : tout au plus quelques produits miniers, des fruits secs à l'importation, quelques machines et de la technologie pétrolière à l'exportation.

L'Iran considère néanmoins que le continent peut représenter un débouché intéressant pour l'industrie iranienne qui produit à faible coût (de basse qualité) des vêtements, des jouets, des plastiques et du petit appareillage ménager.

### **2.4.1. Pays prioritaires pour le commerce avec l'Iran**

Le choix iranien se porte préférentiellement sur les pays stables politiquement, possédant une classe moyenne, un marché, des produits à échanger et des possibilités d'investissement.

A ce titre sont identifiés

- à l'ouest : le Gabon, le Bénin, le Ghana et l'Ethiopie
- à l'est, l'Ouganda
- au sud, le Zimbabwe et la RSA.

### **2.4.2. L'idéologie un frein au développement commercial**

Les autorités iraniennes sont conscientes par ailleurs de l'effet repoussoir de l'idéologie islamique qu'a pu constituer un frein commercial, ainsi peut s'expliquer la relative mise en retrait des combats idéologiques.

L'ancien président Rafsandjani estime néanmoins que : *les hommes d'affaires musulmans ont historiquement contribué à la propagation de l'islam et à son extension à d'autres pays.*

En développant les relations commerciales, l'Iran ferait d'une pierre deux coups.

## ANNEXE 4

# L'ISLAM NOIR

### 1.LE SUBSTRAT

Il y a tout un arrière plan culturel, une toile de fond qui a noms fétichisme, négritude constituant le substrat qui donne sa couleur à l'islam en Afrique noire.

La négritude précisons le est d'après le président Léopold Sedar Senghor l'ensemble des valeurs culturelles de la civilisation négro-africaine. Amadou Ampathé Ba disait je cite: « en Afrique, l'islam n'a pas plus de couleur que l'eau; c'est ce qui explique son succès. Il se colore aux teintes des terroirs et des pierres » .

Le terme islam noir n'est cependant pas accepté par tous et certains parlent de leur côté d'un « éthiopianisme musulman », d'autres disent que cette définition est tendancieuse car ils pensent qu'il ne saurait y avoir un islam noir pas plus qu'un christianisme noir ou un judaïsme noir. Selon eux il y avait avant tout un islam principiel. Naturellement il peut arriver qu'en s'islamisant un pays adopte une des couleurs multicolores que le gigantesque prisme triangulaire islamique peut offrir en décomposant la blanche vertu divine dont l'islam diffuse la lumière.

L'islam noir pourrait être donc un islam repensé, repétri, magnifié, adapté aux caractéristiques psychiques des races africaines.

### 2.LE SYNCRÉTISME

Cela se vérifie au Sénégal où l'islam noir est une réalité. L'islam se manifeste à travers ses sectes ou confréries religieuses. L'intermédiaire est le marabout fondateur de la confrérie. Les musulmans sénégalais sont des sunnites qui se répartissent entre la confrérie tidiane, la confrérie khadre et la confrérie mouride. Les deux premières confréries sont venues de l'Orient et du Nord alors que la troisième est purement locale. Ces confréries ne sont pas fondamentalement antagonistes, elles sont des voies parallèles qui se distinguent par la récitation des lithanies. Elles ne sont pas forcément l'expression de groupements ethniques et leurs initiations n'ont pas le caractère exclusif qu'on a voulu leur prêter. L'islam noir est le résultat d'un syncrétisme qui s'est opéré des le XI éme siècle au débouché des pistes caravanières le long de la frange sahélienne de l'Afrique subsaharienne.

Le fondateur du mouridisme s'appelle Cheik Amadou Bamba. Il a vu le jour vers les années 1858. Martyr du colonisateur français qui pensait qu'à l'instar d'autres marabouts comme El-hadj Oumar, Cheikou Amadou ,El Lamine Dramé et Samory Touré il allait soulever les populations du Baol contre eux, il fut déporté au Gabon et en Mauritanie pour refus de se soumettre et de coopérer. Il est mort en 1927 à Diourbel, la capitale du Baol et enterré à Touba une petite bourgade qui à l'époque comptait 3000 hbts. Elle en compte aujourd'hui 600.000.

En réalité qu'est ce le mouridisme?

#### **2.1. Le mouridisme est d'abord une pratique.**

Mouride signifie serviteur de Dieu. Son crédo est le travail et la prière. Les mourides sont connus pour leur discipline, leur fidélité à leur marabout et leur amour du travail.. La confrérie mouride est devenue la première au Sénégal. Elle compte des talibés

dans toutes les régions du pays

et dans d'autres parties du monde. Chaque année lors du Magal de Touba ,une manifestation pour commémorer le départ du marabout en exil au Gabon(considéré comme une épreuve majeure dans sa vie spirituelle), des charters ramènent vers les lieux saints de Touba des milliers de talibés venus pour communier avec leurs frères et magnifier le travail de leur marabout.

### **2.2. Le mouridisme est ensuite une force économique.**

Touba est un grand centre d'échanges et de commerce. Situé au coeur du Baol, capitale du bassin arachidier il draine de nombreux circuits commerciaux. Les Baol-Baol ont le commerce dans l'âme. Dans toutes les villes du Sénégal et en Afrique ils tiennent des commerces florissants. On retrouve ces commerçants également dans certaines villes européennes et américaines. Au Sénégal l'Union nationale des Commerçants et Industriels du Sénégal (UNACOIS) compte parmi ses membres les plus influents des mourides. Les mourides veulent devenir une puissance financière ils ont un projet de création d'une banque mouride.

### **2.3. Le mouridisme est enfin une force politique.**

En 1983 à la veille des élections présidentielles et législatives, le kalife des mourides de l'époque lança un *Ndiguel* ou recommandation de vote aux talibés en faveur du président Abdou Diouf. Ce dernier fut élu sans difficulté. Cette intrusion du spirituel dans le temporel souleva un tollé de protestations. A la suite de cet acte sans précédent devenu par la force des choses un phénomène de mode, aujourd'hui chaque parti politique cherche à coopter dans ses rangs des marabouts de cette famille qui sont sans aucun doute des porteurs de voix. A l'assemblée nationale il n'est pas rare de trouver des députés membres de cette famille. Pour certains politologues l'intrusion de ces marabouts dans la scène politique fausse le jeu politique et altère les décisions de nos gouvernants. Les pressions des marabouts sont réelles et fonctionnent comme celles des lobbies socio politiques. Chaque trimestre le président de la république se rend à touba et dans d'autres fiefs de marabouts pour consulter ou informer sur les grandes décisions qui pourraient avoir des incidences sur les populations.

## **Conclusion**

L'islam noir est une réalité en Afrique. Nul ne peut le contester. Cet islam résulte d'un syncrétisme entre les pratiques culturelles et la sève vivifiante de l'islam qui a trouvé dans ce continent un terreau fertile. C'est un islam qui a gardé son caractère fondamentaliste originel qui pour l'instant est un obstacle à la percée islamiste alors que l'on sait par ailleurs que ce courant intégriste de l'islam trouve son lit dans la misère et la pauvreté pourtant très présentes en Afrique. Le mouridisme une des confréries majeures au Sénégal ,au delà, de la chose religieuse est devenue une force politique incontournable. La question centrale est celle de savoir quelles sont ses limites en se rappelant de ce qui est advenu du champ politique algérien depuis 1992.